



fives

Industry can do it

2022

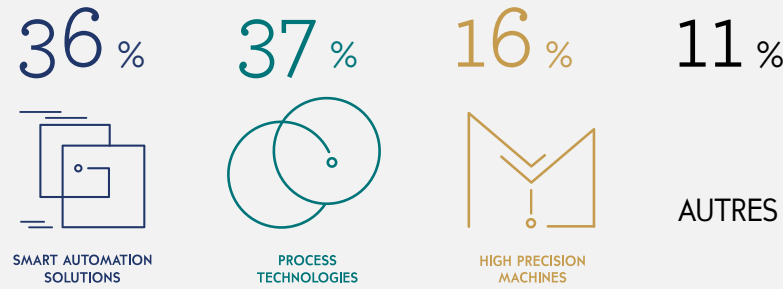
RAPPORT FINANCIER

#Exercice 2021



Groupe d'ingénierie industrielle, Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédés et des lignes de production pour les plus grands industriels mondiaux.

Enregistrement de commande par activité



- CONCEPTION ●
- FABRICATION ●
- INSTALLATION ●
- SERVICE ●
- MAINTENANCE ●

Une présence internationale, au plus près des industriels



1 724 M€
DE CHIFFRE D'AFFAIRES

1 889 M€
D'ENREGISTREMENTS DE COMMANDES

1 582 M€
DE CARNET DE COMMANDES À LA CLÔTURE

356 M€
DE FONDS PROPRES

2 116
BREVETS EN VIGUEUR DANS 627 FAMILLES

PRÈS DE
8 200
COLLABORATEURS



SOMMAIRE

Rapport d'activité	04
Indicateurs extra-financiers	10
Gouvernement d'entreprise	16
Renseignements financiers et juridiques	20
Comptes consolidés de l'exercice 2021	23
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	62
Assemblée générale ordinaire annuelle du 6 avril 2022	64
Texte des décisions	64

RAPPORT DE GESTION

À L'ASSOCIÉ UNIQUE DÉLIBÉRANT EN DATE DU 6 AVRIL 2022

1. ACTIVITÉ DU GROUPE FIVES EN 2021

1.1. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

Malgré l'incertitude des premiers mois de l'année, marqués par les craintes autour de la «troisième vague» de la COVID-19 consécutive à l'apparition du variant Delta, le rebond économique s'est confirmé à partir du printemps. Après la récession de 2020 (-3%), la croissance mondiale s'est ainsi établie à près de 6% en 2021, d'après les chiffres publiés par le FMI en janvier 2022.

L'optimisme général sur la sortie de crise, les plans massifs de relance annoncés par les différents gouvernements (faisant suite aux plans de soutien mis en œuvre au pic de la pandémie), et les bonnes performances financières réalisées par les grands donneurs d'ordre, ont favorisé l'investissement industriel, malgré le renforcement, après l'été, des craintes autour de la hausse des prix des matières premières et des pénuries de composants.

Ce contexte s'est traduit par une forte progression des carnets d'offres, qui se sont étoffés dans toutes les Divisions au fil de l'année. Si de nombreuses affaires significatives à l'étude chez les clients ne se sont pas encore mises en vigueur, du fait des délais d'instruction inhérents à la nature et la complexité des projets envisagés, les petites et moyennes commandes se sont en revanche établies à un niveau record pour le Groupe en 2021. Les enregistrements de l'année s'affichent ainsi à 1889M€, en hausse de 277M€ (+ 17%) par rapport à 2020, mais également de 48M€ par rapport à 2019 (1841M€).

1.2. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

Smart Automation Solutions

L'Activité conçoit, réalise et installe des solutions de tri haute cadence, de manutention et de robotisation à forte valeur ajoutée, à destination des secteurs de l'e-commerce, des biens de consommation et de la distribution. Elle propose également des solutions d'automatisation des flux dans l'industrie générale.

Dans le domaine de l'e-commerce, la hausse continue des volumes de marchandises transportées soutient la dynamique d'investissements dans de nouveaux centres logistiques. Aux États-Unis, les grands acteurs du marché (sociétés de commerce en ligne et de messagerie express) poursuivent ainsi l'exécution de leurs programmes pluriannuels, dans le double objectif de répondre à la demande croissante et d'accroître le degré de robotisation de leurs installations pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre. En Europe, où d'importants hubs régionaux ont vu le jour ces dernières années, l'investissement s'oriente désormais vers une multitude de petites plateformes agiles permettant d'assurer la logistique du dernier kilomètre, tandis que les opérateurs postaux nationaux continuent de moderniser leurs réseaux de centres de tri.

Malgré ces tendances de fond toujours très favorables, les principaux donneurs d'ordre du secteur font toutefois face à des difficultés croissantes à trouver des sites et obtenir les permis de construire, qui retardent le lancement effectif de projets pourtant confirmés.

La croissance significative de la base installée à l'échelle mondiale offre, en revanche, de nombreuses opportunités dans le domaine du service, qu'il s'agisse de contrats de maintenance visant à assurer la disponibilité d'installations fortement sollicitées, ou de rétrofits permettant d'améliorer les performances de sites mis en service depuis plusieurs années déjà.

Sur le segment des biens de consommation, les acteurs de l'agro-alimentaire, de la grande distribution, de l'habillement et de l'ameublement, confrontés eux aussi à une forte hausse de la demande liée à l'évolution des comportements d'achats des consommateurs finaux, investissent dans l'automatisation de leurs plateformes de stockage et dans des solutions robotisées de préparation de commandes et palettisation. Si l'activité du Groupe se concentre encore principalement sur le marché français, les opportunités de croissance sont vastes, et de premiers succès commerciaux ont été enregistrés en Europe et au Japon.

Sur le segment de l'industrie, l'année a été marquée par l'accélération de la stratégie d'électrification des véhicules annoncée par la majorité des constructeurs automobiles, notamment en Europe. Bien que cette transformation ne se soit pas encore traduite par une hausse des investissements, de nombreux projets de lignes d'assemblage de véhicules (plus lourds), de moteurs et de batteries, ainsi que de nouveaux systèmes de remplissage, sont à l'étude, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour les années à venir.

Au total, les enregistrements de commandes de la Division s'établissent à 680M€. Ils restent stables par rapport à 2020 (673M€). L'absence de commande individuelle de plus de 50M€ en 2021 (alors qu'une commande de plus de 100M\$ avait été enregistrée en Amérique du Nord l'an dernier) a toutefois été compensée par une croissance de plus de 15% par ailleurs, principalement tirée par le segment de l'e-commerce.

High Precision Machines

L'Activité est spécialisée dans la réalisation de machines-outils haute précision à destination des secteurs de l'automobile, de l'industrie générale et de l'aéronautique.

Dans les domaines de l'automobile, fortement affecté en 2020 par la baisse historique de la demande mondiale consécutive à l'apparition de la pandémie, l'exercice 2021 a été marqué par la pénurie de composants électroniques, qui a contraint les constructeurs à réduire leurs volumes et à maintenir un strict contrôle de leurs dépenses, plusieurs usines ayant fait face à des arrêts de production successifs. En parallèle, la tendance de fond vers l'électrification des moteurs, en particulier en Europe et en Chine, se traduit par l'absence d'investissements dans la rectification d'organes mécaniques (à l'exception du marché des poids lourds), sans pour autant que les programmes relatifs aux nouvelles motorisations (hybrides, électriques, voire hydrogène) n'aient encore pris le relais.

Dans le domaine de l'industrie générale, les tendances sous-jacentes sont restées inchangées. En Europe, l'activité industrielle, toujours affectée par la pandémie, reste atone, tandis qu'aux États-Unis, où la dynamique d'investissements est mieux orientée, les perspectives de marché ne se sont définitivement confirmées qu'en fin d'année, avec le vote du plan d'infrastructures massif attendu depuis plusieurs mois.

Dans le domaine de l'aéronautique, touché de plein fouet par l'effondrement du trafic aérien mondial depuis l'apparition de la pandémie, la reprise amorcée au cours de l'année n'est pas de nature à relancer l'activité sur le segment de l'aviation civile. La prochaine vague d'investissements au bénéfice des sous-traitants, qui portera notamment sur de nouvelles gammes d'avions actuellement à l'étude, répondant aux nouveaux enjeux du marché (monocouloirs à faible empreinte carbone capables de réaliser de longs trajets), n'est en effet pas attendue avant quelques années. Les perspectives sont en revanche très prometteuses, aux États-Unis, sur les segments du spatial et de la défense, où le Groupe a enregistré quelques belles commandes au cours de l'exercice.

Au total, les enregistrements de commandes dans l'Activité High Precision Machines s'affichent à 299M€, en hausse de 24M€ par rapport à 2020 (275M€), sous l'effet des investissements dans l'aérospatiale et la défense aux États-Unis. Ils sont stables sur les autres segments d'activité, mais restent très inférieurs aux niveaux d'enregistrements historiques.

Process Technologies

Spécialisée dans le développement des procédés industriels, l'Activité conçoit, réalise et installe des équipements ou des lignes de production complètes à destination des secteurs de l'aluminium, du ciment, de l'acier, du verre et de l'énergie.

Après avoir atteint un point historiquement bas en 2020, l'activité commerciale dans le domaine des technologies de process a fortement rebondi en 2021, sous l'effet de trois facteurs. D'abord, et de façon conjoncturelle, après avoir gelé la quasi-totalité de leurs dépenses en l'absence de visibilité suffisante sur la sortie de crise et, dans certains cas, avoir tourné à des niveaux très éloignés de leurs capacités normatives durant plusieurs mois, de nombreuses usines ont connu une forte montée en cadence au cours de l'année, qui s'est progressivement accompagnée d'un rattrapage des investissements de maintenance ou de productivité non réalisés en 2020. Ensuite, et de façon plus durable, l'ampleur de la reprise économique a stimulé la demande, largement au-delà des capacités de production existantes (capacités dont les moins performantes n'avaient, par ailleurs, pas survécu aux premières vagues de la pandémie dans de nombreux secteurs). La hausse du prix des matières premières qui en a résulté a accéléré les perspectives de retours sur investissements, favorisant le lancement de nouveaux projets par les clients, dont plusieurs ont, en parallèle, annoncé des profits records à partir du dernier trimestre 2020. Enfin, la prise de conscience croissante des enjeux climatiques conduit de plus en plus d'industriels à envisager des plans de développement ambitieux afin de réduire leur empreinte carbone, en particulier dans l'acier, le verre et le ciment.

Dans les domaines de l'acier et du verre, les enregistrements de commandes ont progressé en particulier en Chine, sous l'effet d'investissements capacitaires, dans l'acier au silicium (notamment à destination des moteurs électriques) d'une part, et dans le verre photovoltaïque d'autre part. De nouveaux projets pour des produits à

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2019	2020	2021
Amériques	476,4	560,7	695,6
Asie et Océanie	382,7	320,1	394,1
Europe	836,2	622,3	715,0
Moyen-Orient et Afrique	145,4	109,3	84,2
Total	1 840,7	1 612,4	1 888,9
Dont économies matures	67%	75%	73%
Dont pays émergents	33%	25%	27%
<i>Dont Chine</i>	11 %	9%	10%
<i>Dont Autres</i>	22 %	16%	17%

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	2019	2020	2021
Smart Automation Solutions	581,3	672,5	679,8
High Precision Machines	352,0	274,9	298,7
Process Technologies	761,4	490,0	702,1
Activités transverses et autres activités	146,0	175,0	208,3
Total	1 840,7	1 612,4	1 888,9

haute valeur ajoutée, au travers de technologies focalisées sur les performances énergétiques et la réduction des émissions de carbone, ont par ailleurs également vu le jour en Europe sur ces deux segments.

Dans le domaine du ciment, le marché nord-américain s’est montré actif. Des commandes importantes ont ainsi été enregistrées au Mexique, qui se dote de capacités additionnelles dans la perspective de fournir aux États-Unis les volumes nécessaires pour mener à bien le vaste plan d’infrastructures voté en fin d’année, et au Canada, où plusieurs industriels sont à la pointe des enjeux de décarbonation de leur production.

Dans le domaine de l’aluminium primaire, si plusieurs programmes d’investissements sont en cours d’instruction par les principaux producteurs, aucun projet d’ampleur n’a été lancé en 2021. L’activité commerciale a été soutenue par une forte croissance des services et petits rétrofits, principalement au Canada et au Moyen-Orient.

Dans le domaine de l’énergie, les enregistrements de commandes ont progressé aux États-Unis, sous l’effet de la hausse des prix du pétrole et de la bonne tenue générale de l’industrie. L’activité a également été soutenue en Chine, dans le domaine du gaz naturel liquéfié (GNL). Le Groupe se positionne en parallèle sur le marché de l’hydrogène et a notamment annoncé, début 2022, un partenariat avec Plug Power et Atlas Copco pour le développement d’usines de liquéfaction d’hydrogène.

Au total, les enregistrements de commandes dans l’Activité Process Technologies s’affichent ainsi à 702M€, en hausse de 212M€ (+ 43 %) par rapport à 2020. Tous les segments de marché ont contribué à cette progression.

Activités transverses et autres activités
Cet ensemble regroupe principalement les activités de Fives dans les domaines de la maintenance industrielle et de la tuyauterie nucléaire en France.

Dans les Activités transverses et autres activités, les fondamentaux de marché restent bien orientés et continuent de soutenir la dynamique commerciale. Le niveau élevé des enregistrements de commandes reflète toutefois principalement l’effet non récurrent du renouvellement, avec succès, de plusieurs contrats pluriannuels importants dans le domaine de la maintenance industrielle, auprès de grands acteurs du transport, de la logistique et de la défense. L’effet inverse a été observé, dans une moindre mesure, dans le domaine de la tuyauterie nucléaire, où des contrats de maintenance et services pluriannuels avaient été mis en vigueur en 2020. Dans ce contexte, les enregistrements de commandes de l’année 2021 s’établissent à 208M€, en hausse de 33M€ par rapport à 2020 (175M€).

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. PRINCIPES COMPTABLES ET ÉLÉMENTS DE COMPARABILITÉ

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS. L’effet rétrospectif sur l’exercice 2020 des éléments décrits dans la note 3.2 «Comparabilité des exercices» des notes annexes aux comptes consolidés (46 K€ sur le résultat opérationnel courant et 72K€ sur le résultat net), n’a pas été retraité dans les chiffres ci-dessous. Les chiffres 2020 présentés correspondent donc à ceux publiés dans les comptes

consolidés de l’exercice 2020, et non au comparatif retraité présenté dans les comptes consolidés de l’exercice 2021.

Le périmètre de consolidation est comparable à celui de l’exercice précédent.

L’effet de change est défavorable sur les enregistrements de commandes (-16M€), le chiffre d’affaires (-16M€) et l’EBITDA (-1,2M€), du fait principalement de la dépréciation des cours moyens du dollar et du yen par rapport à l’euro entre 2020 et 2021. Il est en revanche favorable sur le carnet de clôture (+45M€) et le résultat financier (+14M€), du fait de l’appréciation des cours de clôture de la majorité des devises fonctionnelles du Groupe par rapport à l’euro entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021.

Les subventions et mesures temporaires de soutien (chômage partiel, exonérations de charges sociales, etc.) mises en place par les États dans le contexte de la pandémie ont bénéficié au Groupe à hauteur de 14M€ (économies de coûts et produits d’indemnisations) en 2021, à comparer à 35M€ en 2020. Ces économies sont comptabilisées à hauteur de 6M€ dans la marge brute (25M€ en 2020), 1M€ dans les frais généraux (6M€ en 2020), et 7M€ dans les autres produits et charges opérationnels (4M€ en 2020).

2.4. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2021

Chiffre d'affaires

Le chiffre d’affaires 2021 s’élève à 1724M€, en hausse de 114M€ par rapport à 2020 (1610M€), malgré un effet de change défavorable (-16M€). Cette progression (+ 8 % à change constant) est liée la Division Smart Automation Solutions, et dans une moindre mesure aux Activités transverses. À l’inverse, le chiffre d’affaires des Divisions High Precision Machines et Process Technologies diminue, sous l’effet d’un carnet d’ouverture en baisse.

Par rapport à 2019 (1999M€), le chiffre d’affaires de 2021 reste inférieur de 14% (275M€), du fait :

- d’un carnet d’ouverture plus faible (-172M€), affecté par le bas niveau d’enregistrements de commandes de 2020, dans le contexte de la pandémie ;
- d’un effet de change défavorable (-30M€) ;
- du ralentissement de l’avancement des affaires en cours d’exécution, sous l’effet des restrictions de déplacements et des difficultés d’accès à certains sites clients au premier semestre, et de l’allongement des délais d’approvisionnement (notamment composants électroniques) au second semestre.

Marge brute

Le taux de marge brute de l’exercice 2021 s’établit à 19,3%, en hausse de 0,7 point par rapport à 2020 (18,6%). La marge brute inclut 6M€ au titre des mesures temporaires de soutien mises en place par les États dans le cadre de la pandémie, à comparer à 25M€ en 2020.

Malgré la hausse des prix des matières premières et des coûts logistiques, d’une part, et les disruptions opérationnelles liées aux restrictions de déplacements dans de nombreuses géographies, d’autre part, la qualité d’exécution des affaires en carnet permet au Groupe d’afficher un taux de marge brute en ligne avec son niveau pré-covid (19,3% en 2019).

Frais généraux

Les frais généraux s’élèvent à 270M€ en 2021, en hausse de 11M€ par rapport en 2020. Hors effet de change favorable (3M€) et produit des mesures de soutien mises en place par les États dans le cadre de la pandémie (1M€ en 2021, contre 6M€ en 2020), la hausse de 9M€ provient principalement de la Division Smart Automation Solutions dont le chiffre d’affaires progresse fortement.

Par rapport à 2019 (302M€), les frais généraux baissent de 32M€ (soit plus de 10%), sous l’effet :

- des économies structurelles (environ 20M€) réalisées dans les Divisions High Precision Machines et Process Technologies ;
- de la baisse des frais de déplacement et de représentation (14M€), dont seule une partie s’avèrera à nouveau nécessaire une fois la crise sanitaire passée, les nouveaux modes de travail digitaux ayant démontré leur efficacité.

L’effet de change favorable (5M€) et les dernières mesures de soutien mis en place dans le cadre de la pandémie (1M€) permettent par ailleurs d’absorber la majeure partie de la hausse des frais généraux de la Division Smart Automation Solutions, dont le chiffre d’affaires progresse fortement.

Les dépenses brutes de recherche et développement se sont affichées à 28M€ en 2021. Les programmes d’innovation du Groupe accompagnent les grandes mutations technologiques en cours, autour de l’hydrogène, la décarbonation de l’industrie, l’électro-mobilité, la logistique urbaine, la digitalisation et la cybersécurité.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels, incluant la participation et intéressement des salariés, s’établissent à – 3M€ en 2021, en amélioration de 2M€ par rapport à 2020, principalement du fait de la constatation d’une subvention d’exploitation supérieure au titre des mesures de soutien mises en place dans le contexte de pandémie.

Par rapport à 2019 (-12M€), l’amélioration de 9M€ provient de cette subvention (7M€), ainsi que de la révision à la baisse des impacts liés au plan de rémunération fondé sur des actions (4M€), ces deux effets étant partiellement compensés par divers autres éléments (dont l’impact net est de – 2M€).

EBITDA

L’EBITDA du Groupe s’affiche à 104M€ en 2021, en hausse de 23M€ par rapport à 2020 malgré un effet de change défavorable (-1M€), soit une progression de 30% à change constant. Il s’établit ainsi à 6% du chiffre d’affaires, un point au-dessus de 2020, et au même niveau de profitabilité qu’en 2019, malgré un chiffre d’affaires inférieur de 275M€.

Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s’affiche à 48M€ en 2021, en hausse de 25M€ par rapport à 2020 (23M€) et 8M€ en dessous du niveau de 2019 (56M€).

Résultat opérationnel non courant

Le résultat opérationnel non courant de 2021 est un produit net de 27M€, à comparer à une charge nette de 8M€ en 2020 et 18M€ en 2019. Il inclut :

- une charge de restructuration de 6M€, liée aux derniers plans de réduction des coûts réalisés, dans la continuité des actions initiées en 2019 (charge de 18M€) et poursuivies en 2020 (charge de 8M€) ;

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d’€	2019	2020	2021
Chiffre d'affaires	1 998,9	1 610,2	1 723,9
Marge brute	386,3	300,0	332,7
Frais généraux (dont R&D)	(302,3)	(258,6)	(270,4)
Autres produits et charges opérationnels (dont participation et intéressement)	(12,0)	(5,2)	(2,8)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions	(16,1)	(13,6)	(11,0)
Résultat opérationnel courant (EBIT)	56,0	22,6	48,4
EBITDA	120,3	81,5	104,0
Résultat opérationnel	38,0	14,7	75,7
Résultat financier	(11,0)	(38,3)	(6,8)
Résultat avant impôt	27,0	(23,6)	68,9
Charge d’impôt	(26,0)	(24,3)	(30,0)
Quote-part de résultat des sociétés MEE	(23,6)	(26,9)	(21,5)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(22,6)	(74,8)	17,5
Résultat net (part du Groupe)	(22,8)	(75,1)	17,3

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

En millions d’€	2019	2020	2021
Smart Automation Solutions	582,7	542,1	688,5
High Precision Machines	414,1	288,2	249,5
Process Technologies	859,5	636,5	623,3
Activités transverses et autres activités	142,6	143,4	162,6
Total	1 998,9	1 610,2	1 723,9

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d’€	2019	2020	2021
Amériques	585,9	450,1	585,1
Asie et Océanie	447,8	390,9	360,1
Europe	797,4	643,9	689,2
Moyen-Orient et Afrique	167,8	125,3	89,5
Total	1 998,9	1 610,2	1 723,9
Dont économies matures	64%	70%	72%
Dont pays émergents	36%	30%	28%
Dont Chine	9%	11%	10%
Dont Autres	27%	19%	18%

- un produit net de 33M€ par ailleurs, provenant des opérations capitalistiques réalisées entre AddUp et ses associés (Fives et Michelin) en fin d’année 2021, dont l’apport par Fives des Activités 3D métal de la Division High Precision Machines. Pour mémoire, la contribution d’AddUp au résultat du Groupe, comptabilisée par ailleurs en quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, est une perte de 21M€.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel de 2021 s’établit ainsi à 76M€, en hausse de 61M€ par rapport à 2020 (15M€) et de 38M€ par rapport à 2019 (38M€).

Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l’endettement net, le résultat de change (incluant les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture), les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l’engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, ainsi que les revenus des participations.

Il s’affiche en perte de 7M€ en 2021, à comparer à une perte de 38M€ en 2020.

	2019	2020	2021
Coût de l’endettement net	(11,0)	(16,0)	(19,7)
Autres éléments financiers	0	(22,3)	12,9
- dont résultat de change	1,7	(21,2)	14
- dont Autres	(1,7)	(1,1)	(1,1)
Résultat financier	(11,0)	(38,3)	(6,8)

Le coût de l’endettement net s’élève à 20M€ et augmente de 4M€ par rapport à l’exercice précédent (16M€), principalement en lien avec les prêts garantis par les États obtenus au cours du second semestre 2020.

Le résultat de change constitue un produit de 14M€ (à comparer à une perte de 21M€ en 2020). Il s’explique principalement par les effets liés à la variation des parités euro/dollar sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des prêts en dollars consentis par Fives à ses Filiales américaines. Compte tenu de la forte appréciation du dollar par rapport à l’euro entre la clôture 2020 (1€ = 1,23\$) et la clôture 2021 (1€ = 1,13\$), un gain de change latent de 12M€ a été enregistré en 2021.

Pour mémoire, du fait de l’appréciation de l’euro par rapport aux principales devises fonctionnelles du Groupe entre la clôture 2019 et la clôture 2020, une perte de change, majoritairement latente, avait été comptabilisée en 2020 (dont -17M€ sur les prêts intra-groupes en dollars).

Par rapport à 2019 (perte de 11M€), le résultat financier de l’exercice 2021 s’améliore de 4M€, le gain de change étant en partie absorbé par la hausse du coût de l’endettement consécutive à la mise en place des prêts garantis par les États en 2020.

Impôt

La charge d’impôt de l’exercice 2021 s’affiche à 30M€, en hausse de 6M€ par rapport à 2020 (- 24M€), du fait de l’augmentation du résultat opérationnel courant. Il est à noter que les opérations capitalistiques avec AddUp sont réalisées en franchises d’impôt.

La charge d’impôt est supérieure de 4M€ par rapport à 2019, malgré un résultat opérationnel inférieur, du fait notamment de l’impôt comptabilisé sur le gain de change de 2021.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

Cette ligne comprend principalement la quote-part de résultat net du sous-groupe AddUp (joint-venture contrôlée conjointement par Fives et Michelin), consolidé par mise en équivalence, qui développe et commercialise des machines et des ateliers de production industriels, et conçoit et fabrique par ailleurs des pièces à haute valeur ajoutée, via la technologie de « fabrication additive métallique » (communément appelée impression 3D Métal).

Le rythme d’adoption de cette technologie de rupture, extrêmement prometteuse, reste progressif, dans la mesure où elle bouleverse profondément les modes de production établis. Dans ce contexte, et avec la poursuite d’efforts de développement, la contribution d’AddUp au résultat net du Groupe reste une perte de 21M€, à comparer à des pertes de 27M€ en 2020 et 24M€ en 2019.

Résultat net

Le résultat net de l’ensemble consolidé s’établit ainsi en profit de 17M€ en 2021, à comparer à des pertes de 75M€ en 2020 et 23M€ en 2019.

3. PERSPECTIVES DU GROUPE EN 2022

Le carnet de clôture de l’année 2021 s’établit à 1582M€, soit le niveau le plus élevé de tous temps pour le Groupe. Il s’affiche en progression de 210M€ (dont un effet de change favorable de 45M€) par rapport à 2020 (1372M€), et de 38M€ par rapport au précédent record de fin 2018 (1544M€).

Ce carnet de commandes apporte à l’ensemble des Divisions une excellente visibilité sur leurs niveaux d’activité et de charge pour l’exercice à venir, et ce malgré un rythme d’exécution des affaires qui restera affecté par l’allongement des délais d’approvisionnement lié aux pénuries de composants et de matières premières. Le Groupe est donc confiant sur sa capacité à retrouver, dès 2022, une trajectoire de croissance de ses résultats en ligne avec ses anticipations pré-pandémie.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, tragique pour les populations, remet également en cause les grands équilibres économiques et diplomatiques mondiaux. Fives opère, conformément à ses valeurs, dans le plus grand respect des personnes, des clients et des fournisseurs pouvant être impactés. L’exposition directe des activités du Groupe à l’Ukraine et à la Russie est faible (2% du carnet de commandes au 31 décembre 2021), et provient de contrats à l’export opérés principalement depuis certaines Filiales européennes, qui font l’objet d’une analyse au cas par cas au regard des lois et règlements applicables.

Si, à ce jour, cette guerre ne remet, globalement, pas en cause les perspectives du Groupe pour l’exercice 2022, il est encore trop tôt pour en mesurer toutes les conséquences indirectes à moyen terme, et notamment l’incidence sur les chaînes d’approvisionnement mondiales, elles-mêmes affectées, en parallèle, par la recrudescence de la pandémie de COVID-19 en Chine.

Sur le long terme, Fives reste néanmoins particulièrement bien positionné pour répondre aux tendances fondamentales de marché à l’œuvre depuis quelques années, dont la dynamique a été accélérée par la crise sanitaire :

- la démultiplication des volumes de marchandises à transporter résultant de la transformation profonde des modes de consommation et des comportements d’achats des particuliers nécessite, d’une part, une gestion des flux optimisée et adaptée à la diversité des situations, et, d’autre part, une robotisation croissante des installations face à la pénibilité et au risque de pénurie de main-d’œuvre. L’offre développée par la Division Smart Automation Solutions répond à ces exigences ;
- les restrictions de déplacement et les difficultés croissantes de transport et d’approvisionnement, qui viennent s’ajouter aux contraintes imposées par différents États sur les tarifs douaniers, ont profondément bouleversé les repères traditionnels en matière d’échanges commerciaux internationaux. La pénurie majeure de composants clés, et les facteurs de dépendance qui se révèlent désormais dans le sillage de la guerre en Ukraine, remettent au premier plan les enjeux de souveraineté nationale sur les segments industriels considérés comme stratégiques, dont plusieurs sont servis par la Division High Precision Machines ;
- la prise de conscience par les industriels des enjeux climatiques et de la nécessité de réduire leur empreinte carbone, par ailleurs renforcée par des perspectives de plus en plus contraignantes en matière de réglementations et de financements, valorise le portefeuille d’offre de la Division Process Technologies, dont les performances environnementales et énergétiques sont au cœur de la stratégie d’innovation du Groupe depuis plus d’une décennie.

CARNET DE COMMANDES PAR ACTIVITÉ

En millions d’€	31.12.19	31.12.20	31.12.21
Carnet de commandes au 31 décembre	1 402,1	1 372,2	1 582,4
Smart Automation Solutions	504,7	624,5	642,6
High Precision Machines	190,3	166,7	216,8
Process Technologies	611,9	454,4	550,2
Activités transverses et autres activités	95,2	126,6	172,8
Total	1 402,1	1 372,2	1 582,4

CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d’€	31.12.19	31.12.20	31.12.21
Amériques	275,7	365,1	505,0
Asie et Océanie	387,3	310,4	354,3
Europe	618,4	596,1	627,1
Moyen-Orient et Afrique	120,7	100,6	96,0
Total	1402,1	1372,2	1582,4
Dont économies matures	62%	67%	68%
Dont pays émergents	38%	33%	32%
Dont Chine	13%	12%	12%
Dont Autres	25%	21%	20%

INDICATEURS EXTRA-FINANCIERS

En tant que concepteur de machines, d’équipements de procédé et de lignes de production pour les plus grands groupes industriels du monde, Fives est au cœur de nombreux enjeux de développement durable auxquels l’industrie est confrontée. Pour répondre à ces enjeux de durabilité et de performance industrielle, Fives développe des produits innovants alliant efficacité énergétique, réduction des émissions et sécurité des machines.

Pour nous permettre de répondre au mieux aux demandes de nos clients et plus globalement de l’ensemble de nos parties prenantes sur ces enjeux, des indicateurs ont été identifiés pour piloter et suivre les évolutions du Groupe en matière sociale, environnementale, d’innovation et d’éthique. Le reporting mis en place permet de mesurer l’avancement des actions menées au sein du Groupe, et de rendre compte, régulièrement, des évolutions.

Les reportings RH (indicateurs sociaux) et Innovation sont établis sur le périmètre de consolidation financière. Le périmètre retenu pour la remontée des données Santé Sécurité et Environnement est basé sur des critères d’effectifs et d’activité qui peuvent amener des écarts par rapport au périmètre de la consolidation financière.

INDICATEURS SOCIAUX

	2019	2020	2021	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Effectifs	8 427	8 047	8 175	1 635	4 108	1 329	1 103
Effectifs fin d’année venant d’acquisitions/apports effectués dans l’année	0	0	153	0	153	0	0
Effectifs fin d’année des sociétés entrant dans le périmètre consolidé	0	0	10	10	0	0	0
Nombre de recrutements (CDI)	950	877	1 099 ¹	414	388	166	126
Effectifs par genre							
Pourcentage d’hommes	84%	84%	84%	84%	84%	84%	80%
Pourcentage de femmes	16%	16%	16%	16%	16%	16%	20%
Part de femmes dans le management - total	17%	18%	18% ¹				
Part de femmes parmi les Directeurs Généraux	3%	3%	5%				
Part de femmes dans les Comités de direction	15%	20%	18%				
Part de femmes N-2 (managers rapportant directement à un membre du comité de direction)	18%	18%	21%				
Nombre de nationalités	65	79	69				
Effectifs par tranche d’âge							
Moins de 20 ans	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
de 20 à 29 ans	12%	13%	12%	13%	12%	12%	10%
de 30 à 39 ans	28%	28%	27%	22%	26%	23%	41%
de 40 à 49 ans	26%	26%	27%	20%	28%	27%	31%
de 50 à 59 ans	25%	25%	25%	25%	27%	29%	14%
60 ans et plus	9%	7%	9%	19%	6%	8%	3%
Effectifs par ancienneté							
Moins de 5 ans	42%	43%	46%	50%	44%	44%	48%
de 5 à 10 ans	19%	16%	22%	18%	22%	20%	27%
de 11 à 15 ans	12%	14%	11%	6%	12%	11%	14%
de 16 à 20 ans	7%	8%	6%	4%	7%	4%	4%
de 21 à 25 ans	6%	5%	6%	4%	6%	8%	3%
de 26 à 30 ans	5%	5%	3%	4%	3%	4%	2%
de 31 à 35 ans	4%	4%	4%	6%	4%	5%	1%
de 36 à 40 ans	3%	3%	2%	2%	2%	2%	1%
41 ans et plus	2%	2%	2%	5%	0%	1%	0%

(*) Y compris Moyen-Orient et Australie

¹ Données n’incluant pas les effectifs venant d’acquisitions / apports effectués dans l’année

	2019	2020	2021
Effectifs par zone géographique			
Amériques	21%	19%	20%
France	50%	51%	50%
Europe (hors France)	15%	16%	16%
Asie et Afrique (y compris Moyen-Orient et Australie)	14%	14%	13%
Effectifs par Activité			
Smart Automation Solutions	18%	20%	24%
High Precision Machines	21%	22%	17%
Process Technologies	41%	40%	37%
Siège social	2%	2%	2%
Autres	18%	17%	19%
Gestion des compétences et de la mobilité			
Proportion des effectifs passés en CEDRE ²	67%	55%	68% ¹
Proportion des effectifs ayant régulièrement un entretien d’évaluation	76%	71%	74% ¹
Proportion des effectifs ayant suivi une formation	70%	63%	72% ¹
Nombre de mises à disposition ⁴	154	228	155 ¹
Nombre de personnes rencontrées en entretiens Starter ³	559	468	610 ¹

¹ Données n’incluant pas les effectifs venant d’acquisitions / apports effectués dans l’année

² CEDRE : Comité de carrière (« Comité d’Évaluation et de Développement des Ressources Humaines »)

³ Entretiens Starter : bilans d’intégration réalisés 6 à 18 mois après l’arrivée des nouveaux embauchés

⁴ Le nombre de mises à disposition ne concerne que le périmètre France

Si la proportion des femmes au sein du Groupe est stable depuis de nombreuses années, avec un peu plus de **16 % de collaboratrices**, les recrutements de talents féminins ont progressé en 2021 par rapport aux deux années précédentes : 18 % des nouveaux embauchés (tous contrats confondus) sont des femmes ; c’est une hausse de 2 points vs 2020 et de 1 point vs 2019. Dans le cadre de recrutements en CDI, elles représentent 17 % des nouveaux collaborateurs en 2021, soit 3 points de plus par rapport à 2020 (+ 2 points vs 2019).

Le programme Women@Fives, lancé début 2021, a trois objectifs :

- 1 - Renforcer le développement des carrières féminines et aider les collaboratrices à évoluer sur des postes à responsabilités, au sein des organisations du Groupe.
- 2 - Valoriser leur parcours et leurs compétences en leur donnant la parole ;
- 3 - Attirer et recruter d’autres profils féminins en s’appuyant, notamment, sur ce réseau d’ambassadrices.

La dynamique Women@Fives est bien enclenchée chez Fives. En fonction des régions du monde, le programme a pris différentes formes : officialisation d’une communauté de femmes pour élargir leur réseau aux Etats-Unis, développement du mentorat en Chine ou encore promotion des métiers de Fives auprès de collégiennes, lycéennes ou étudiantes en Italie et en France.

INDICATEURS INNOVATION

	2019	2020	2021
Dépenses R&D en millions d'€	33,6	28,8	28,3
Nature des dépenses en R&D			
Coûts des brevets et marques	8%	9%	6%
Standards et formalisation du savoir-faire	7%	8%	6%
Amélioration continue des produits	25%	28%	27%
Développement de nouveaux produits et procédés	46%	40%	42%
Activités de recherche et innovation radicale	14%	16%	19%
Brevets et marques			
Nombre de brevets déposés en vigueur	1952	2016	2116
Nombre de familles de brevets en vigueur	609	612	627
Nombre de premiers brevets déposés (nouvelles inventions brevetées)	46	50	46
Nombre de premiers brevets déposés liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	8	11	12
Pourcentage de ces premiers brevets liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	17%	22%	26%
Nombre de familles de marques « produits » enregistrées ou en cours d'enregistrement	137	139	141
Nombre de centres de recherche et d'essais			
Nombre de centres de recherche et d'essais ¹	30	31	31
France : 13, Amériques : 8, Europe hors France : 7, Asie : 3			

¹ Toutes les Filiales qui mènent des essais de R&D sur leurs produits dans un espace dédié pour cela sont comptabilisées

Malgré les impacts de la crise sanitaire sur les résultats du Groupe, l'effort de Recherche & Développement est resté significatif en 2021.

La répartition de l'effort entre les Activités de recherche, le développement de nouveaux produits et l'amélioration de la gamme existante est sensiblement inchangée par rapport aux années précédentes, ce qui traduit une bonne maîtrise du portefeuille de projets.

Les Activités de R&D visent à renforcer les compétences de Fives pour accompagner les mutations technologiques en cours :

- hydrogène et décarbonation de l'industrie ;
- électro-mobilité ;
- digitalisation et cybersécurité ;
- logistique urbaine.

PRÉAMBULE AUX DONNÉES PAR SITES ET AUX STATISTIQUES ENVIRONNEMENT / SANTÉ SÉCURITÉ

Le reporting en matière de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) prend en compte l'ensemble des sites ayant un effectif moyen supérieur à 10 en 2021, ainsi que la totalité des sites ayant une activité industrielle.

INDICATEURS TRANSVERSAUX RSE

	2019	2020	2021	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Nombre de Filiales dans le périmètre du reporting RSE	74	74	73	20	19	15	19
Filiales acquises en n-1 rentrées dans le périmètre RSE en n	0	0	0	0	0	0	0
Filiales intégrées dans le périmètre RSE	2	0	0	0	0	0	0
Nombre total de sites	108	108	104	22	38	20	24
Sites industriels	43	44	44	12	17	8	7
Sites de bureaux	31	31	29	5	10	6	8
Sites mixtes, centres d'essais et agences	34	33	31	5	11	6	9
Système de management Qualité							
Nombre de sites certifiés ISO 9001	74	77	71	12	29	16	14
Nombre de sites en cours de certification ISO 9001	2	1	3	2	0	0	1

* Y compris Moyen-Orient et Australie

La baisse du nombre de sites est consécutive à la réorganisation opérée dans l'une de nos activités en France. Deux sites n'ont, par ailleurs, pas pu reconduire leur certification ISO 9001 en 2021, dans le contexte de la pandémie.

INDICATEURS SANTÉ SÉCURITÉ

	2019	2020	2021
Nombre de sites industriels	43	44	44
Nombre de sites certifiés sécurité*	29	33	32
Nombre de sites en cours de certification sécurité	1	2	3
Pourcentage de sites industriels certifiés sécurité	33%	39%	39%
Pourcentage de Filiales avec une politique Santé Sécurité écrite et diffusée	88%	88%	82%
ETP ¹ Santé Sécurité dans le Groupe	71,4	68,8	67
Nombre d’accidents graves**	3	3	2
Dont nombre d’accidents mortels	1	0(2 ²)	0
Nombre d’accidents avec arrêt de travail ≥ 1j	54	37	41
Taux de fréquence des accidents avec arrêt (TFI) (Nombre d’accidents du travail avec arrêt (≥ 1j) x 1 000 000 / Nombre d’heures travaillées)	3,39	2,65	2,92
Taux de gravité (Nombre de jours d’arrêt suite à accident (≥ 1j) x 1 000 / Nombre d’heures travaillées)	0,200	0,100	0,100

¹ ETP : équivalent temps plein
² Sous-traitants – 2 décès sur un chantier au Mexique en 2020
* Certifications OHSAS 18001 ou MASE (Manuel d’Amélioration Sécurité des Entreprises), système de management sécurité français
** Accidents graves: accident pouvant générer des séquelles réversibles ou irréversibles significatives, ou pouvant entraîner la mort

En 2021, le Groupe est resté très fortement mobilisé pour protéger la santé et garantir la sécurité de tous les employés, dans le cadre de la continuité de ses activités dans le contexte de la crise COVID-19.

Le taux de fréquence des accidents avec arrêt a légèrement augmenté, passant de 2,65 à 2,92. Il reste cependant inférieur au taux de fréquence 2019, année précédant la crise sanitaire.

En 2022, le Groupe poursuit l’ensemble des actions menées avec chacune des Filiales pour prévenir les risques et encore améliorer la culture sécurité des équipes.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

	2019	2020	2021	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Nombre de sites certifiés ISO 14001 (tous types de sites confondus)	47	50	48	12	18	11	7
Certification ISO 14001 des sites industriels							
Nombre de sites industriels	43	44	44	12	17	8	7
Nombre de sites industriels certifiés	34	35	34	9	13	8	4
Nombre de sites en cours de certification	3	2	3	1	1	0	1
Pourcentage de sites industriels certifiés	79%	80%	77%	75%	76%	100%	57%
Certification ISO 14001 des autres types de sites (bureaux, sites mixtes, centres d’essais, agences)							
Nombre de sites non industriels certifiés	13	15	14	3	5	3	3
Pourcentage de sites non industriels certifiés	20%	23%	23%	30%	24%	21%	18%
Système de management de l’environnement							
Pourcentage de sites avec une politique Environnement écrite et diffusée	67%	68%	67%	64%	63%	85%	58%
ETP ^{**} Environnement dans le Groupe	25,2	22,4	24	6	9	5	4
Consommation d’énergie en GWh							
Consommation d’électricité en GWh	63,8	61,5	63,2	25	21	7,2	10
Consommation de gaz naturel et de fioul en GWh	62,7	56,4	58,8	27	20	10,5	1,3
Consommation totale d’énergie en GWh	126,4	117,9	122	52	41	17,7	11,3
Consommation d’énergie en k€							
Consommation d’électricité en k€	6 625	6 156	6 381	2 104	2 162	867	1 248
Consommation de gaz naturel et de fioul en k€	1 970	1 746	2 075	461	879	670	65
Consommation totale d’énergie en k€	8 595	7 901	8 456	2 565	3 041	1 537	1 313
Consommation d’énergie kWh par heure travaillée (salariés + intérimaires)	7,9	8,4	8,2	15,3	6,2	7,4	4,7
Émissions de Gaz à Effet de Serre (Scope 1 & 2)							
Scope 1 (tonnes eq. CO ₂)	16 248	14 367	16 096				
Scope 2 (tonnes eq. CO ₂)	18 272	18 926	18 907				
Scope 1 & 2 (tonnes eq. CO ₂)	34 520	33 293	35 003				
Consommation d’eau							
Consommation d’eau (sites industriels) en m ³	99 204	86 420	97 038	22 316	21 202	15 878	37 642
Consommation d’eau (sites industriels) en k€	300	246	212	104	44	41	23
Consommation d’eau en litre par heure travaillée (salariés + intérimaires)	7,7	7,7	7,6	7,3	4,3	8,3	16,6

* Y compris Moyen-Orient et Australie
** ETP: équivalent temps plein

Dans le contexte de la pandémie, deux sites n’ont pas pu reconduire leur certification ISO 14001 en 2021 (dont un site industriel pour lequel la certification a été replanifiée pour 2022).

Les consommations d’eau et d’énergie par heure travaillée sont restées globalement stables entre 2019 et 2021.

Nous sommes désormais en mesure de présenter nos émissions de gaz à effet de serre, sur le scope 1 (consommation de gaz naturel, de fioul domestique, de fioul lourd et de carburant) et le scope 2 (consommation d’électricité).

Le Groupe s’est donné pour ambition de définir une stratégie Climat en mettant en cohérence les différentes initiatives existantes dans ses Filiales et en travaillant à la définition d’objectifs et plans d’action moyen et long terme.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Fives, Société par Actions Simplifiée (SAS), est présidée par Frédéric Sanchez qui agit sous le contrôle d'un Comité de Surveillance.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale est assumée par le Président.

Le Président représente Fives à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions expressément attribuées par la loi et les statuts à la collectivité des associés et au Comité de Surveillance.

COMPOSITION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Frédéric Sanchez, 62 ans, Président.
Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018 pour une durée indéterminée.

LE COMITÉ DE SURVEILLANCE

Le Comité de Surveillance est un organe statutaire de Fives. Ses principales missions sont les suivantes :

- Il prend connaissance du rapport trimestriel établi par le Président sur la bonne marche du groupe Fives.
- Il contrôle et vérifie les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives qui lui sont présentés par le Président dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice. S'il le souhaite, il présente aux associés ses observations sur le rapport de gestion du Président ainsi que sur les comptes sociaux et consolidés annuels.
- Il statue sur les demandes d'approbation préalable portant sur les décisions et opérations qui lui sont soumises.
- Il peut décider de la constitution de comités spécifiques chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis. Dans ce cadre, un Comité d'Audit a été créé.
- Il peut en outre, dans le cadre de ses attributions, se saisir de toute question intéressant Fives et ses Filiales, opérer à tout moment les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut également se faire communiquer, sur sa demande et dans des délais raisonnables, les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ DE SURVEILLANCE

Philippe Reichstul, 73 ans, Président et membre du Comité de Surveillance.
Renouvelé dans ces fonctions respectivement le 26 mars 2021 et le 7 avril 2021, ses mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Alain Cianchini, 39 ans, membre du Comité de Surveillance.
Nommé à cette fonction le 23 janvier 2020, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2022.

François Dufresne, 61 ans, membre du Comité de Surveillance.
Renouvelé dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Dominique Gaillard, 62 ans, membre du Comité de Surveillance.
Renouvelé dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Heyoung H Lee Bouygues, 50 ans, membre du Comité de Surveillance.
Renouvelée dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Antonio Marcegaglia, 58 ans, membre du Comité de Surveillance.
Renouvelé dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Jean-Georges Malcor, 65 ans, membre du Comité de Surveillance.
Renouvelé dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Laurence Parisot, 63 ans, membre du Comité de Surveillance.
Renouvelée dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Jean-Dominique Senard, 69 ans, membre du Comité de Surveillance.
Nommé à cette fonction le 24 mai 2019, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2021.

Stéphane Guichard, 44 ans, membre du Comité de Surveillance.
Nommé à cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par des organes opérationnels dont un Comité de Direction Générale soutenu par un Comité Exécutif et des Comités de Coordination et d'Orientation par pays.

LE COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

- Placé auprès du Président de Fives, le Comité de Direction Générale :
- arrête les politiques transverses du Groupe et définit ses priorités,
 - gère les questions opérationnelles et organisationnelles communes aux Divisions,
 - réalise les arbitrages budgétaires,
 - et réfléchit aux évolutions structurelles et stratégiques du Groupe.

Il gère également les événements imprévus ayant potentiellement un impact significatif sur la vie du Groupe ainsi que les crises ou cas d'urgence.

Il se réunit au moins une fois toutes les six semaines.

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Frédéric Sanchez, 62 ans, Président
Denis Mercier, 62 ans, Directeur Général Adjoint Fives
Suresh Abye, 43 ans, Directeur Financier
Raphaël Constantin, 52 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division High Precision Machines
Alain Cordonnier, 61 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Cement & Minerals
Sébastien Gauguier, 46 ans, Président de la Division Aluminium
Guillaume Mehlman, 57 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Steel & Glass
Céline Morcrette, 43 ans, Directrice des Ressources Humaines
Luigi Russo, 48 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Smart Automation Solutions
Michelle Shan, 56 ans, Directrice Pays Chine
Frédéric Thrum, 50 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Energy

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est principalement chargé d'assurer la mise en œuvre des décisions prises par le Comité de Direction Générale et d'examiner la pertinence et l'efficacité des politiques transversales sur la base du retour d'expérience de leur application. C'est un lieu d'échange, d'information et de partage d'expérience pour ses membres ayant vocation à renforcer la transversalité des actions du Groupe.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est composé des membres du Comité de Direction Générale:
Frédéric Sanchez, 62 ans, Président
Denis Mercier, 62 ans, Directeur Général Adjoint Fives
Suresh Abye, 43 ans, Directeur Financier
Raphaël Constantin, 52 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division High Precision Machines
Alain Cordonnier, 61 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Cement & Minerals
Sébastien Gauguier, 46 ans, Président de la Division Aluminium
Guillaume Mehlman, 57 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Steel & Glass
Céline Morcrette, 43 ans, Directrice des Ressources Humaines
Luigi Russo, 48 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Smart Automation Solutions
Michelle Shan, 56 ans, Directrice Pays Chine
Frédéric Thrum, 50 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Energy

Ainsi que des personnes suivantes:
Hervé Boillot, 52 ans, Directeur Fusions & Acquisitions, Stratégie
Daniel Brunelli-Brondex, 61 ans, Directeur Pays Inde
Jean-Marie Caroff, 60 ans, Directeur du Développement International
Arnaud Lecœur, 51 ans, Directeur Juridique
Frédéric Renaud, 69 ans, Directeur Pays Italie
Thierry Valot, 54 ans, Directeur Innovation & Digital

LES COMITÉS DE COORDINATION ET D’ORIENTATION PAYS

Ces comités assurent, par zone géographique, la mise en œuvre des politiques transversales arrêtées par le Comité de Direction Générale, les adaptent, le cas échéant, aux spécificités de chaque pays, et favorisent les synergies entre Filiales d’un même pays appartenant à des Divisions différentes.

Ces comités sont également des lieux d’échanges des bonnes pratiques entre Filiales d’une zone géographique, et d’informations (sur le Groupe, le pays...). Ils ont aussi pour mission d’attirer l’attention de la Direction Générale du Groupe sur des enjeux spécifiques au pays.

Ils réunissent les Directeurs Généraux des Filiales du pays concerné ainsi que les Directeurs Fonctionnels dudit pays (en fonction des sujets traités). Ils sont présidés par les Directeurs Pays. Un membre du Comité de Direction Générale participe systématiquement à ces réunions.

Ils se réunissent trois à quatre fois par an.

LE DIRECTEUR PAYS

- L’ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l’intérieur d’une structure matricielle, sous l’autorité d’un Directeur Pays, qui :
- soutient l’activité commerciale du Groupe dans les Pays qu’il supervise ;
 - anime, le cas échéant, le Comité de Coordination et d’Orientation dudit pays ;
 - est le correspondant privilégié des départements fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux Filiales du pays ;
 - anime la communauté des représentants des départements fonctionnels locaux, en lien avec les départements fonctionnels de Fives et en tenant compte des particularités locales ;
 - veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées et, le cas échéant, informe Fives de leurs difficultés d’application ;
 - assiste Fives dans le processus d’intégration des Filiales nouvellement acquises ;
 - gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des Filiales du pays avec celles-ci ;
 - est une force de proposition sur les synergies pays.

LE COMITÉ D’AUDIT

Ce comité a été créé par le Comité de Surveillance.

- Il a pour mission générale d’assister le Comité de Surveillance dans le suivi des questions relatives à l’élaboration et au contrôle des informations financières et comptables, et plus particulièrement :
- du processus d’élaboration de l’information financière ;
 - de l’efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;

- du contrôle des comptes sociaux et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ D’AUDIT

- Dominique Gaillard**, Président du Comité d’Audit.
François Dufresne, membre du Comité d’Audit.
Alain Cianchini, membre du Comité d’Audit.
Heyoung H Lee Bouygues, membre du Comité d’Audit.
Stéphane Guichard, membre du Comité d’Audit.

LE CONTRÔLE INTERNE

- Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :
- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations s’inscrivent dans le cadre défini par les valeurs fondamentales du Groupe, les lois et règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les normes et règles internes ;
 - de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion reflètent avec sincérité l’activité et la situation du Groupe.

- Concernant la prévention et la maîtrise des risques, l’organisation du groupe Fives est fondée sur :
- la qualité, l’implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
 - une coordination par Division et, le cas échéant, par Business Unit ;
 - la mise en œuvre, dans le cadre d’un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe et leur Division de rattachement, de Directives, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d’assise aux limitations internes apportées par les Conseils d’administration (ou organes équivalents) des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs Généraux (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l’objet d’une revue approfondie dont l’objectif est d’éviter de prendre des risques susceptibles d’avoir un impact majeur sur l’équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l’activité ou l’image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l’objet, au minimum une fois par trimestre, d’une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d’effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l’affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

- Concernant l’élaboration et le traitement de l’information comptable et financière, le contrôle interne s’articule autour des éléments suivants :
- la mise en place d’une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l’expérience des personnels ;
 - un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;

- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s’assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

- Les Commissaires aux comptes de la société sont :
- **Ernst & Young et Autres**, représenté par Pierre Jouanne, renouvelé dans ses fonctions le 28 juin 2018.
 - **Deloitte & Associés**, représenté par Pascal Colin, renouvelé dans ses fonctions le 28 juin 2018.

Leurs mandats viendront à expiration à l’issue de l’Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l’exercice 2023.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes sociaux et consolidés annuels. Les comptes sociaux et les comptes consolidés de la société ont fait l’objet, jusqu’à présent, de certifications sans réserve.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2021 à 102 723 764€. Il est divisé en 2185 612 actions de 47€ de nominal chacune, entièrement libérées. Ces actions sont nominatives. Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2021.

Actionnariat

Depuis 2018, la Caisse de Dépôt et Placement du Québec («CDPQ») et l'Office d'investissement des Régimes de Pensions du Secteur Public («PSP»), deux des plus grands gestionnaires de fonds de caisses de retraite au Canada sont actionnaires minoritaires du Groupe, aux côtés du management et d'Ardian, présent au capital de Fives depuis 2012, qui conserve une participation minoritaire.

Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2021, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

Il n'a été versé aucun dividende au titre des exercices 2019, 2020 et 2021.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 3 rue Drouot, 75009 Paris.

Forme juridique

Société par Actions Simplifiée depuis le 20 décembre 2018.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 2 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Affectation et répartition des résultats (résumé de l'article 27 des statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour être affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social ; il retrouve son caractère obligatoire lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le solde augmenté, le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui décident souverainement de son affectation. À ce titre, ils peuvent, en totalité ou partiellement, l'affecter à la dotation de toutes réserves générales ou spéciales, le

reporter à nouveau ou le répartir entre les associés, conformément aux dispositions des articles L. 232-11 et suivants du Code de commerce.

Le solde, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, est réparti par décision de la collectivité des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des statuts, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts et conformément aux dispositions des articles L. 232-11 et suivants du Code de commerce, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés inscrites au bilan à un compte spécial et reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Conditions de tenue des Assemblées générales (résumé des articles 21, 22 et 23 des statuts)

La consultation de la collectivité des associés est effectuée à l'initiative du Président de la société, de l'un des Directeurs Généraux Délégués, s'ils ont été nommés, du Comité de Surveillance ou d'un ou plusieurs associé(s) détenant (individuellement ou ensemble) plus de 50% du capital social de la société.

Les décisions collectives résultent, (i) d'une Assemblée générale, (ii) d'une consultation écrite ou (iii) d'un acte sous seing privé exprimant le consentement de tous les associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance. Le président de séance désigne le secrétaire de séance qui peut être un associé ou un tiers.

Les décisions de la collectivité des associés, qu'elles soient sous seing privé, résultant d'une consultation écrite ou d'une Assemblée générale, sont retranscrites sur des procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé, tenu selon les modalités précisées aux articles R. 225-22 et R. 225-49 du Code de commerce (sur renvoi de l'article R. 225-106 du Code de commerce).

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient, par lui-même ou par le mandataire de son choix, et dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions, sans limitation.

Sauf lorsque l'unanimité est requise, la collectivité des associés ne délibère valablement que si les associés, présents ou représentés, rassemblent plus de la moitié des actions de la société ayant droit de vote.

Les décisions collectives des associés sont prises à l'unanimité des associés lorsque la loi le requiert ; les autres décisions collectives sont adoptées à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux des décisions collectives des associés et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les associés au siège social.

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	24	3. COMPARATIBILITÉ DES EXERCICES	37
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	24	3.1. Crise sanitaire COVID-19	37
BILANS CONSOLIDÉS.....	25	3.2. Changements de méthodes comptables: décision de l'IFRS IC relative à la norme IAS 19 – Avantages long terme au personnel	37
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	26	4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	37
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES....	27	5. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS.....	37
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	28	5.1. Information par secteur opérationnel.....	37
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	28	5.2. Chiffre d'affaires	39
2. PRINCIPES COMPTABLES.....	28	5.3. Charges de personnel et effectifs.....	39
2.1. Déclaration de conformité.....	28	5.4. Frais de recherche et développement	40
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés.....	28	5.5. Autres produits et charges opérationnels.....	40
2.3. Présentation des états financiers.....	28	5.6. Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	40
2.4. Méthodes de consolidation.....	28	5.7. Coûts de restructuration.....	40
2.5. Jugements et estimations significatifs	29	5.8. Résultat de cessions et frais d'acquisitions	40
2.6. Transactions en devises étrangères.....	30	5.9. Résultat financier.....	41
2.7. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro	30	5.10. Impôts courants et différés.....	41
2.8. Information sectorielle.....	30	5.11. Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence....	43
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	30	5.12. Écarts d'acquisition	43
2.10. Frais de recherche et développement	31	5.13. Immobilisations incorporelles.....	44
2.11. Immobilisations incorporelles.....	31	5.14. Immobilisations corporelles	44
2.12. Immobilisations corporelles	31	5.15. Actifs financiers courants et non courants.....	45
2.13. Contrats de location	31	5.16. Stocks et travaux en cours	46
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles	31	5.17. Actifs et passifs de contrats.....	46
2.15. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	32	5.18. Créances clients.....	46
2.16. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	32	5.19. Autres actifs courants.....	47
2.17. Instruments dérivés	33	5.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	47
2.18. Carnet de commandes.....	33	5.21. Tableau des flux de trésorerie.....	48
2.19. Chiffre d'affaires	33	5.22. Capitaux propres.....	49
2.20. Actifs et passifs de contrats.....	34	5.23. Provisions courantes et non courantes.....	49
2.21. Stocks et travaux en cours (hors actifs et passifs de contrat)....	34	5.24. Dettes financières courantes et non courantes.....	53
2.22. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	34	5.25. Autres passifs courants et non courants.....	55
2.23. Provisions.....	34	5.26. Gestion des risques financiers	55
2.24. Engagements en matière de retraites.....	35	5.27. Valeur des actifs et passifs financiers par catégorie.....	58
2.25. Provision pour médailles du travail	35	5.28. Engagements hors bilan.....	59
2.26. Rémunération fondée sur des actions.....	35	5.29. Parties liées.....	59
2.27. Impôts sur les résultats.....	35	5.30. Honoraires des commissaires aux comptes.....	59
		5.31. Événements postérieurs à la clôture.....	59
		5.32. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2021.....	60

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d’euros	Notes	31.12.21	31.12.20*
Chiffre d’affaires	5.2	1 723 916	1 610 235
Coût des ventes		(1 391 256)	(1 310 237)
Marge brute		332 660	299 998
Frais commerciaux		(96 567)	(91 346)
Frais administratifs		(154 052)	(146 617)
Frais de recherche et développement	5.4	(19 766)	(20 656)
Participation et intéressement des salariés		(2 807)	(4 112)
Autres produits et charges opérationnels	5.5	(36)	(1 011)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	5.6	(11 034)	(13 572)
Résultat opérationnel courant		48 398	22 684
Coûts de restructuration	5.7	(6 313)	(8 343)
Pertes de valeur		(41)	431
Résultat de cessions et frais d’acquisition	5.8	33 673	(24)
Résultat opérationnel		75 717	14 748
Coût de l’endettement financier net	5.9	(19 741)	(15 996)
Autres produits et charges financiers	5.9	12 952	(22 236)
Résultat financier		(6 789)	(38 232)
Résultat avant impôt		68 928	(23 484)
Produit / (Charge) d’impôt	5.10	(29 989)	(24 363)
Quote-part de résultat des S.M.E.	5.11	(21 462)	(26 856)
Résultat net de l’ensemble consolidé		17 477	(74 703)
Part du Groupe		17 262	(75 041)
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		215	338

* Données comparatives modifiées en lien avec l’amendement à IAS 19 (cf. note 3.2)

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d’euros	Notes	31.12.21	31.12.20*
Résultat net de l’ensemble consolidé		17 477	(74 703)
Variation des écarts de conversion		12 445	(9 704)
TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat		12 445	(9 704)
Gains et pertes actuariels	5.23	10 257	(3 044)
Impôts différés sur les pertes et gains actuariels		(1748)	648
Variation de juste valeur des actifs financiers à la JV par autres éléments du résultat global		(976)	(105)
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers à la JV par autres éléments du résultat global		501	14
TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		8 034	(2 487)
Résultat global		37 956	(86 894)
Attribuable:			
- Groupe		37 613	(87 195)
- Participations ne donnant pas le contrôle		343	301

* Données comparatives modifiées en lien avec l’amendement à IAS 19 (cf. note 3.2)

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIFS

En milliers d’euros	Notes	31.12.21	31.12.20*
Écarts d’acquisition	5.12	253 035	237 408
Immobilisations incorporelles	5.13	51 814	58 506
Immobilisations corporelles	5.14	207 030	200 978
Actifs financiers non courants	5.15	50 701	30 344
Impôts différés actifs	5.10	30 424	34 426
Actifs non courants		593 004	561 662
Stocks et travaux en cours	5.15.	158 804	149 647
Actifs de contrats	5.17	226 200	222 351
Créances clients	5.18	420 450	376 507
Autres actifs courants	5.19	106 952	102 316
Actifs financiers courants	5.15	58 958	31 833
Actifs d’impôts courants		6 470	5 828
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.20	238 593	300 220
Actifs courants		1 216 427	1 188 702
Total actif		1 809 431	1 750 363

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d’euros	Notes	31.12.21	31.12.20*
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		206 360	274 039
Écarts de conversion		27 145	14 544
Résultat net part du Groupe		17 262	(75 041)
Capitaux propres - Part du Groupe		353 491	316 266
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		2 128	1 215
Capitaux propres	5.22	355 619	317 481
Provisions non courantes	5.23	53 643	66 425
Dettes financières non courantes	5.24	283 776	335 991
Autres passifs non courants	5.25	17 578	19 929
Impôts différés passifs	5.10	4 176	4 717
Passifs non courants		359 173	427 062
Provisions courantes	5.23	79 596	70 030
Dettes financières courantes	5.24	111 560	145 861
Passifs de contrats	5.17	304 838	230 812
Fournisseurs et comptes rattachés		417 209	395 984
Dettes d’impôts courants		10 190	10 847
Autres passifs courants	5.25	171 245	152 287
Passifs courants		1 094 639	1 005 821
Total passifs et capitaux propres		1 809 431	1 750 363

*Données comparatives modifiées en lien avec l’amendement à IAS 19 (cf. note 3.2)

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	31.12.21	31.12.20*
Trésorerie à l'ouverture		299 545	109 268
Opérations d'exploitation			
Résultat net total des sociétés consolidées		17 477	(74 703)
Élimination de la variation des provisions non courantes		(5 830)	(3 248)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		55 074	57 885
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		(33 744)	(3 897)
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		21 462	26 856
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(6 136)	14 086
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		29 989	24 363
Élimination du coût de l'endettement financier net		19 741	15 996
Capacité d'autofinancement		98 033	57 337
Variation du BFR liée à l'activité	5.21	56 504	(30 991)
Impôts sur les sociétés payés		(25 914)	(26 093)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		128 623	253
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(28 865)	(23 813)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		2 998	5 907
Variation des actifs financiers		(39 273)	(29 608)
Acquisitions de Filiales sous déduction de la trésorerie acquise		(751)	(946)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(65 891)	(48 460)
Opérations de financement			
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(65)	(289)
Variation des dettes financières		(117 817)	247 522
Intérêts financiers nets versés		(12 436)	(10 164)
Intérêts financiers nets reçus		1 983	1 267
Flux de trésorerie sur opérations de financement		(128 335)	238 336
Incidence de la variation des cours de change		3 833	148
Variation de trésorerie		(61 770)	190 277
Trésorerie à la clôture	5.21	237 775	299 545

*Données comparatives modifiées en lien avec l'amendement à IAS 19 (cf. note 3.2)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Juste valeur des actifs financiers	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2020	102 724	292 644	(20 124)	24 236	1 108	400 588	1 705	402 293
Effet de l'amendement à IAS 2019		2 275				2 275	13	2 288
Capitaux propres au 01.01.2020 retraités	102 724	294 919	(20 124)	24 236	1 108	402 863	1 718	404 581
Résultat net de la période		(75 041)				(75 041)	338	(74 703)
Autres éléments du résultat global			(2 370)	(9 692)	(92)	(12 154)	(37)	(12 191)
Résultat net et autres éléments du résultat global		(75 041)	(2 370)	(9 692)	(92)	(87 195)	301	(86 894)
Distribution de dividendes							(289)	(289)
Païement en actions		903				903		903
Variations de périmètre et autres mouvements		(305)				(305)	(515)	(820)
Capitaux propres au 31.12.2020	102 724	220 476	(22 494)	14 544	1 016	316 266	1 215	317 481

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Juste valeur des actifs financiers	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2021	102 724	220 476	(22 494)	14 544	1 016	316 266	1 215	317 481
Résultat net de la période		17 262				17 262	215	17 477
Autres éléments du résultat global			8 400	12 426	(475)	20 351	128	20 479
Résultat net et autres éléments du résultat global		17 262	8 400	12 426	(475)	37 613	343	37 956
Distribution de dividendes							(64)	(64)
Païement en actions		611				611		611
Variations de périmètre et autres mouvements		(1 237)	63	175		(999)	634	(365)
Capitaux propres au 31.12.2021	102 724	237 112	(14 031)	27 145	541	353 491	2 128	355 619

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Fives (la «Société») est une Société par Actions Simplifiée de droit français, soumise à l’ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 3 rue Drouot, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L’ensemble économique est désigné comme le «Groupe».

Les sociétés du Groupe ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d’ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Président qui les a arrêtés le 25 mars 2022. Ils seront soumis à l’approbation de l’Assemblée générale qui aura lieu le 06 avril 2022.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l’exercice clos au 31 décembre 2021 sont préparés conformément aux normes internationales d’information financière telles que publiées par l’IASB et approuvées par l’Union européenne au 31 décembre 2021. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les amendements et interprétations entrés en vigueur sont:

- l’amendement des normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif à la deuxième phase de la réforme des taux d’intérêt et du remplacement de leurs indices de référence (IBOR) ;
- l’amendement de la norme IFRS 16 adopté par l’IASB en mars 2021 et approuvé par l’Union Européenne en août 2021 qui étend la période d’application jusqu’au 30 juin 2022 des allègements de loyers en lien avec la pandémie de COVID-19 ;
- l’interprétation de la norme IAS 38 par l’IFRIC au sujet de la comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d’un logiciel utilisé en mode «SaaS» (Software as a service), qui apporte des précisions sur les critères de reconnaissance en immobilisations incorporelles ou en charges.

Ces amendements et interprétation n’ont pas d’impact pour le Groupe.

- l’interprétation de la norme IAS 19 par l’IFRIC publiée en mai 2021

relative à l’allocation des avantages de personnel aux périodes de service. Elle a remis en question la méthode d’étalement de la dette couramment retenu par les différents acteurs de place dans le cas particulier de régimes à prestations définies dont les droits sont plafonnés à partir d’un certain nombre d’années d’ancienneté.

Cette interprétation a un impact sur l’évaluation des indemnités de départ en retraite des sociétés françaises du Groupe, dont les droits sont plafonnés à une certaine ancienneté (voir note 2.24 pour les modalités d’application et note 3.2 pour les incidences sur les comptes).

- De plus, le Groupe n’a pas opté pour une application anticipée, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2021, des autres normes et interprétations dont l’application n’est pas encore obligatoire ou qui n’ont pas encore fait l’objet d’une approbation par l’Union européenne:
- mise à jour des références du Cadre conceptuel des normes IFRS ;
 - amendements à la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels» – contrats déficitaires: coûts d’exécution d’un contrat ;
 - amendements à la norme IAS 1 «Présentation des états financiers» – classement des passifs en tant que passifs courants et non courants ;
 - amendements à la norme IAS 16 «Immobilisations corporelles» – comptabilisation des produits générés avant la mise en service ;
 - amendements à la norme IFRS 3 «Regroupements d’entreprises – Références au cadre conceptuel» ;
 - amendements à la norme IAS 8 «Méthodes comptables, changements d’estimations comptables et erreurs» – définition des estimations comptables ;
 - améliorations annuelles des normes IFRS: Cycle 2018-2020.

Ces évolutions sont en cours d’analyse par le Groupe, qui ne s’attend néanmoins pas à des impacts significatifs.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l’Union Européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l’adresse suivante:

<http://data.europa.eu/eli/reg/2008/1126/2018-01-01>

2.2. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l’exception des actifs et passifs financiers (hors créances et dettes commerciales, et autres actifs financiers détenus jusqu’à échéance), comptabilisés à la juste valeur.

2.3. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 «Présentation des états financiers», les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d’exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.4. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les Filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l’intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsqu’il est exposé à des rendements variables de cette entité et qu’il a le pouvoir d’affecter ces rendements par sa capacité à diriger les politiques pertinentes de cette entité. Pour apprécier

le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L’influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l’acquisition, diminué des pertes de valeur.

Lorsqu’une Filiale du Groupe vend ou apporte des actifs qui constituent une entreprise à une entreprise associée, le profit ou la perte découlant de cette transaction est comptabilisé en totalité au compte de résultat. Si les actifs apportés ou cédés ne constituent pas une entreprise, le profit ou la perte découlant de cette transaction est comptabilisé uniquement à concurrence des intérêts des investisseurs non liés dans cette entreprise associée, c’est-à-dire que le profit ou la perte est neutralisé à hauteur de la quote-part détenue par le Groupe dans l’entreprise associée.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences de transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des Filiales et entreprises associées est présentée en note 5.32.

2.5. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l’établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l’ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d’évaluer ou d’estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d’événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d’expérience ainsi qu’à d’autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d’hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l’évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d’incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d’un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d’actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

Comptabilisation du chiffre d’affaires et de la marge sur les obligations de prestations à l’avancement et provisions sur contrats

Le Groupe comptabilise à l’avancement un certain nombre d’obligations de prestations.

Le chiffre d’affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d’une estimation du chiffre d’affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l’état d’avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d’un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l’obligation.

Ces estimations prennent en considération l’information disponible et l’éventail des résultats possibles.

Dépréciation d’actifs non financiers

Les écarts d’acquisition et les autres actifs incorporels à durée d’utilité indéterminée font l’objet d’un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu’existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels et corporels amortissables font l’objet d’un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l’actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d’utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l’entité s’attend à obtenir de l’actif ou de l’unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d’actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Impôts différés actifs

Les actifs d’impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d’impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d’évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d’actualisation, taux d’augmentation des salaires, taux de mortalité et d’augmentation des pensions.

L’évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes.

En raison du caractère long terme de ces plans, l’incertitude liée à ces estimations est significative.

2.6. TRANSACTIONS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères», les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.7. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d’euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d’une entité est la monnaie de l’environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu’elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l’euro sont convertis en euros de la façon suivante:

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne «Écarts de conversion».

2.8. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l’information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Président afin d’allouer les ressources aux différents secteurs et d’évaluer leurs performances. Il n’y a pas de regroupements de secteurs.

Le Président est le «principal décideur opérationnel» du Groupe au sens d’IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l’élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l’établissement des comptes consolidés.

L’information par secteur opérationnel est présentée en note 5.1.

2.9. REGROUPEMENTS D’ENTREPRISES ET ÉCARTS D’ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d’entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l’acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d’une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif:

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l’exception des actifs ou des passifs d’impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués

conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, Avantages au personnel, respectivement) ;

- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées, soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l’actif net identifiable de l’entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l’écart d’acquisition est évalué comme étant la différence entre:

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d’acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l’évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d’augmenter l’écart d’acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d’un écart d’acquisition dit «complet».

Le prix d’acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date d’acquisition.

En cas d’acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l’ensemble des actifs acquis et passifs repris, l’écart d’acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges opérationnels».

Les écarts d’acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 «Dépréciation d’actifs», ils font l’objet d’un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d’apparition d’un indice de perte de valeur.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s’appliquent aux regroupements d’entreprises:

- à compter de la date d’acquisition, l’écart d’acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d’entreprises ;
- tout ajustement éventuel du prix d’acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d’acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d’affectation du prix d’acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l’acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne «résultat de cessions et frais d’acquisitions» du compte de résultat ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d’entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IFRS 10 directement en capitaux propres ;
- en cas d’acquisition d’intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu’il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés ;
- en cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d’entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l’acquéreur dans l’entreprise acquise.

2.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l’exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu’actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies:

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

En 2021, ces conditions étaient réunies pour un nombre limité de projets, ayant conduit à l’activation de montants non significatifs.

Le Groupe bénéficie de crédits d’impôt liés à l’effort de recherche de ses Filiales et notamment le crédit d’impôt recherche en France et aux États-Unis. Ces crédits d’impôt, assis sur les dépenses de recherche et développement, sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne «Frais de recherche et développement». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 «Subventions».

2.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d’utilisation attendue (généralement de 1 à 10 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d’entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d’évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d’utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d’utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d’entreprises sont présentées sur la ligne «amortissements des incorporels liés aux acquisitions» du compte de résultat consolidé.

2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d’acquisition. Un plan d’amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs

constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l’entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d’amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d’amortissement retenu est linéaire.

Les durées d’utilité sont en général les suivantes:

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction: 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre: 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques: 15 à 20 ans ;
- agencements: 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines: 10 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages: 5 à 15 ans.

2.13. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location d’actifs corporels de plus de 12 mois sont présentés à l’actif du bilan en immobilisations corporelles («droits d’utilisation»): un droit d’utilisation est comptabilisé à l’actif au titre des contrats de location. Le montant initial de ce droit correspond au passif locatif, augmenté des coûts directs initiaux ainsi que des coûts de remise en état non dépendants de l’utilisation. Le passif locatif est égal à la somme des loyers actualisés au taux intrinsèque du contrat de location s’il est connu, ou au taux marginal d’endettement de la société preneuse.

Par ailleurs, le passif locatif peut être réestimé dans les situations suivantes:

- révision de la durée de location ;
- modification liée à l’évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l’exercice d’une option ;
- révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers lorsque l’ajustement des loyers a lieu.

La charge d’intérêt de la période est comptabilisée en «coût de l’endettement financier net».

Les droits d’utilisation sont amortis linéairement sur la durée d’engagement minimal du contrat, en prenant en compte les options d’acquisition, de renouvellement ou de résiliation qui paraissent quasi-certaines au regard des caractéristiques du bien et des conditions de marché.

2.14. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D’ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d’identifier d’éventuelles pertes de valeur au travers d’un test de dépréciation:

- pour les actifs incorporels à durée d’utilité indéterminée et les écarts d’acquisition: à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d’apparition d’indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs: dès l’apparition d’indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l’environnement de l’entreprise).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d’actifs dont l’utilisation continue génère des entrées de

trésorerie. La valeur recouvrable de l’UGT ou du groupe d’UGT est fondée sur la valeur d’utilité.

Les écarts d’acquisition font l’objet de tests de dépréciation au niveau des regroupements d’UGT que représente chaque secteur opérationnel.

La valeur d’utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des regroupements d’UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d’exploitation prévisionnelles retenues par le management :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d’actualisation est déterminé en utilisant des paramètres basés sur des sources d’information externes ;
- la valeur terminale est calculée par la somme à l’infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d’un flux normatif et d’un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu’avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 5.12.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d’acquisition sont irréversibles. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite sur la ligne « Pertes de valeur » du compte de résultat.

2.15. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l’origine à leur juste valeur, en général égale au coût d’acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l’une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs financiers détenus jusqu’à l’échéance	Coût amorti	N/A
Actifs financiers de transaction	Juste valeur	Résultat
Autres actifs financiers	Juste valeur	Capitaux propres (ou résultat)

Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu’à l’échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d’une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l’effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

Actifs financiers de transaction

Cette catégorie d’actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c’est-à-dire acquis par l’entreprise dans l’objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP…) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Autres actifs financiers

Les titres de participation qui ne sont pas détenus à des fins de transaction font l’objet d’une évaluation à la juste valeur avec option irrévocable pour la juste valeur par capitaux propres (sans recyclage en résultat en cas de cession) ou à la juste valeur par résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu’il est disponible. En l’absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l’analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l’actif net réévalué.

2.16. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Dettes financières

Lors de l’inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur, qui peut être inférieure à la valeur nominale :

- la juste valeur de la dette financière correspond à son prix d’émission diminué de son coût d’émission ;
- lorsque le taux pratiqué est bonifié par rapport au taux du marché, dans le cas notamment de financements consentis par des organismes publics à des conditions préférentielles, l’avantage économique qui en résulte est considéré, selon IAS 20, comme une subvention, enregistrée en diminution de la valeur nominale de la dette financière. Cette subvention est étalée sur la période concernée en diminution des charges financées, ou en Autres produits et charges opérationnelles si elle n’est pas adossée à des dépenses spécifiques.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d’intérêt effectif. Le taux d’intérêt effectif est le taux qui permet d’égaliser la trésorerie reçue avec l’ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

Instruments composés

L’évaluation des composantes dettes ou capitaux propres est réalisée sur la base d’analyses des caractéristiques intrinsèques de chacun des instruments émis.

Lorsque l’analyse conduit à distinguer dette et capitaux propres, la composante « passif » est initialement comptabilisée à la juste valeur qu’aurait un passif analogue non assorti d’une option de conversion ou de remboursement en actions. La composante « capitaux propres » initialement comptabilisée correspond à la différence entre la juste valeur de l’instrument financier composé dans sa globalité et la juste valeur de la composante « passif ». Les coûts de transaction directement attribuables sont affectés aux composantes « passif » et « capitaux propres » au prorata de leur valeur comptable initiale.

Après sa comptabilisation initiale, la composante « passif » de l’instrument composé est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d’intérêt effectif. La composante « capitaux propres » de l’instrument financier composé n’est pas réévaluée après sa comptabilisation initiale.

Clauses de complément de prix

Les dettes de complément de prix sur achat de participations sont évaluées à la juste valeur à la date d’acquisition. La valeur initiale est réévaluée par le résultat à chaque arrêté. La variation de juste valeur est inscrite en résultat opérationnel ou en résultat financier selon qu’elle est causée par un élément opérationnel ou par le passage du temps. Les dettes de complément de prix sont inscrites sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

Engagements d’achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d’achat de participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur. La variation de valeur de ces engagements est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Les engagements d’achat de participations ne donnant pas le contrôle sont inscrits sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

2.17. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les Filiales françaises le cas échéant, par la souscription de polices change Bpifrance Assurance Export (ex-COFACE change).

Le risque de taux peut être couvert, le cas échéant, par des swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers, contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l’aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l’exception de la part efficace des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d’un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IFRS 9 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l’instrument de couverture ;
- l’efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective.

La majorité des dérivés utilisés par Fives sont qualifiés d’instruments de couverture.

Couverture de juste valeur

Il s’agit d’une couverture des variations de juste valeur d’un actif ou d’un passif comptabilisé au bilan ou d’un engagement ferme d’acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l’élément couvert

attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l’instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l’élément couvert ; l’effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de change.

Couverture de flux de trésorerie

Il s’agit d’une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l’application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l’élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l’instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l’excédent de variations de juste valeur de l’instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l’élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu’alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l’élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées dans le résultat financier de l’exercice.

Il s’agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n’ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

2.18. CARNET DE COMMANDES

Le Groupe détaille les « obligations de prestation restant à remplir » au titre des contrats entrés en vigueur sous le terme de « carnet de commandes ». Aucune exemption n’a été prise pour les contrats de faible durée.

Un contrat est « mis en vigueur » (est ajouté au carnet de commandes) dès lors que les termes du contrat (objet, montant, délais) sont connus et qu’il est exécutoire pour les deux parties. Le montant mis en carnet est le montant de la contrepartie attendue après éliminations des contreparties variables qui ne sont pas raisonnablement certaines.

Au 31 décembre 2021, la durée résiduelle d’écoulement du carnet de commandes du Groupe est majoritairement de moins de 15 mois.

2.19. CHIFFRE D’AFFAIRES

Le Groupe détermine pour chaque contrat, les obligations de prestation qu’il contient. Un contrat présente plusieurs obligations de prestation si ces obligations sont séparables (pourraient être achetées séparément) et

distinctes dans le contexte du contrat (dans le contexte du Groupe: faisant l'objet de réceptions distinctes).

Pour chaque obligation de prestation, le revenu est reconnu à l'avancement par les coûts si un des trois critères suivants est respecté:

- le client bénéficie des avantages au fur et à mesure de la prestation (maintenance par exemple) ;
- le client possède et contrôle le bien sur lequel la prestation est effectuée (cas de la rénovation de machines) ;
- il n'existe pas d'usage alternatif au bien ou au service produit à son utilisation par le client et le client a une obligation de payer la prestation réalisée à tout moment (contrat de réalisation d'équipement spécifique).

Dans chacun de ces trois cas, le transfert de contrôle se fait tout au long de la réalisation de la prestation.

Si aucun des critères n'est respecté, alors le client n'obtiendra le contrôle qu'à un moment précis, généralement au terme de la prestation.

Les principaux types d'obligation de prestation au sein du groupe sont les suivants:

- réalisation d'ensemble ou de sous-ensemble de production clés en main: reconnaissance du revenu à l'avancement ;
- production d'équipements clés: reconnaissance du revenu à l'avancement ou à l'achèvement selon l'usage alternatif et les conditions contractuelles ;
- services à l'industrie: pièces de rechange, maintenance, formation, rénovation et déménagement de machines. La reconnaissance du revenu dégagé par ces services est à l'avancement ou à l'achèvement.

Le Groupe reconnaît une majorité de son chiffre d'affaires à l'avancement, notamment en raison du degré important de personnalisation de ses solutions. La distinction des obligations de prestation ainsi que la détermination de leur prix de vente ne représentent pas en général une zone de jugement significative.

Modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires et comptabilisation des coûts

- Pour les obligations de prestation à l'achèvement, le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires au moment du transfert de contrôle. S'agissant d'équipements de production standards, le transfert de contrôle se fait généralement au moment du transfert des risques et avantages.

- Pour les obligations de prestation à l'avancement, le Groupe calcule cet avancement en pourcentage comme le rapport des coûts engagés sur les coûts totaux estimés (à terminaison) du projet. Ceux-ci sont réestimés à chaque clôture comptable. Le stade de 100 % d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

2.20. ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRATS

Pour chaque contrat à l'avancement, le Groupe détermine le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées.

Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique «actifs de contrats». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique «passifs de contrat».

Pour les contrats à l'achèvement en cours d'exécution, l'ensemble des avances et acomptes facturés est inscrit au passif sous la rubrique «passifs de contrats».

Lorsque les coûts totaux estimés du projet dépassent le prix de vente attendu, une perte à terminaison est comptabilisée d'abord en diminution des actifs de contrat puis en provision.

2.21. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRAT)

Les stocks et travaux en cours (hors actifs et passifs de contrat) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.22. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.23. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels», une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques «Actifs de contrats» ou «Passifs de contrats».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts, sur la ligne «Provisions courantes».

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Les provisions sont détaillées en note 5.23.

2.24. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante:

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés («projected unit credit method») qui stipule que chaque période de service au titre de laquelle un avantage est constitué donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant. Le Groupe s'est conformé à la décision de l'IFRS IC intervenue en mai 2021, qui conduit à étaler l'engagement uniquement à compter de la date à laquelle chaque année de services compte pour l'acquisition des droits à prestation plutôt que linéairement sur la période d'emploi du bénéficiaire. Cela s'applique aux régimes à prestations définies prévoyant un versement unique à la date de départ à la retraite, intégralement conditionné à la présence dans l'entreprise jusqu'à l'âge de départ, et dont le montant versé dépend de l'ancienneté et est plafonné à un certain nombre d'années de service consécutives ;

- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 – Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.25. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.26. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Certains salariés du groupe bénéficient d'éléments de rémunération fondés sur des actions. Pour chaque élément, le Groupe détermine si cette rémunération est appelée à se régler par des instruments de capitaux propres ou par de la trésorerie.

Dans le premier cas, les services sont comptabilisés en charges de personnel (dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels») en contrepartie des réserves consolidées au fur et à mesure de la période d'acquisition des instruments de capitaux propres, pour un montant égal à la juste valeur des éléments de capitaux propres en date d'attribution. Les éléments non acquis ne sont pas comptabilisés.

Dans le second cas, les services sont comptabilisés en charges de personnel (dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels») au fur et à mesure de la période d'acquisition pour un montant égal à la juste valeur des instruments financiers en date de clôture, en contrepartie d'un passif (présenté en «dettes diverses» en «autres passifs non courants»). Les instruments financiers non acquis ne sont pas comptabilisés.

Les impacts chiffrés pour l'exercice 2021 sont détaillés en note 5.5.

2.27. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et de l'IRAP

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises et de l'IRAP pour les entreprises italiennes, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE et l'IRAP comme un impôt sur les résultats.

Traitement des différents crédits d'impôt liés à la recherche et à la propriété intellectuelle

Le Groupe analyse chaque dispositif pour déterminer s'il s'assimile à une subvention, comptabilisée selon IAS 20 dans le résultat opérationnel courant, ou à une moindre taxation des profits rattachables à la propriété intellectuelle, alors comptabilisée en impôts selon IAS 12.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et,

d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des Filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

3. COMPARABILITÉ DES EXERCICES

3.1. CRISE SANITAIRE COVID-19

Les comptes 2020 avaient été particulièrement affectés par la crise sanitaire COVID-19.

Les effets de cette crise ont eu un impact plus limité sur l'activité et les performances du Groupe en 2021. Les chiffres publiés attestent du rebond de l'activité du Groupe.

3.2. CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES : DÉCISION DE L'IFRS IC RELATIVE À LA NORME IAS 19 – AVANTAGES LONG TERME AU PERSONNEL

Le groupe a appliqué l'interprétation de la norme IAS 19 par l'IFRIC publiée en mai 2021 relative à l'allocation des avantages long terme du personnel aux périodes de services.

- L'application de cette décision est d'effet rétroactif au 1 janvier 2020.
- Les données comparatives des comptes au 31 décembre 2020 ont ainsi été modifiées comme suit :
- diminution des engagements de retraite des sociétés françaises pour un montant de 2 955 k€ en poste « Provisions non courantes - Retraite » (cf. note 5.23) ;
 - diminution de l'impôt différé actif pour un montant de 739 k€ ;
 - augmentation nette du poste « Autres réserves » pour un montant de 2 288 k€, dont 2 275 k€ en part groupe ;
 - augmentation du résultat opérationnel courant pour un montant de 46 k€ ;
 - augmentation du résultat net de l'exercice pour un montant de 72 k€.

4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Pas d'évolution du périmètre de consolidation présentant une incidence notable sur les comptes consolidés de l'exercice.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 figure en note 5.32.

5. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

5.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

Smart Automation Solutions : la Division « *Smart automation solutions for e-commerce, courier, distribution and manufacturing* » conçoit, réalise et installe des solutions de tri haute cadence, de manutention et de robotisation à forte valeur ajoutée, à destination des secteurs de l'e-commerce, des biens de consommation et de la distribution. Elle propose également des solutions d'automatisation des flux dans l'industrie générale.

High Precision Machines : la Division « *High precision machines for advanced manufacturing* » est spécialisée dans la réalisation de machines-outils haute précision à destination des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'industrie générale.

Process Technologies : spécialisée dans le développement des procédés industriels, la Division « *High performance and sustainable technologies for process industries* » conçoit, réalise et installe des équipements ou des lignes de production complètes à destination des secteurs de l'aluminium, du ciment, de l'acier, du verre et de l'énergie.

Autres : cet ensemble regroupe, pour des raisons de présentation, les activités de Fives dans les domaines de la maintenance industrielle et de la tuyauterie nucléaire, principalement en France, ainsi que les activités de holdings.

Information par secteur opérationnel

	31.12.21	31.12.20
Smart Automation Solutions	679 803	672 578
High Precision Machines	298 672	274 916
Process Technologies	702 063	489 995
Autres	208 341	174 954
Total enregistrements de commandes	1 888 879	1 612 443
Smart Automation Solutions	642 609	624 523
High Precision Machines	216 839	166 731
Process Technologies	550 169	454 287
Autres	172 800	126 615
Total carnet de commandes	1 582 417	1 372 156
Smart Automation Solutions	688 471	542 079
High Precision Machines	249 481	288 151
Process Technologies	623 368	636 543
Autres	162 596	143 462
Total chiffre d'affaires	1 723 916	1 610 235
Smart Automation Solutions	37 362	27 940
High Precision Machines	(16 642)	(13 740)
Process Technologies	16 633	1 418
Autres	11 045	7 066
Total résultat opérationnel courant	48 398	22 684
Smart Automation Solutions	49 664	38 299
High Precision Machines	(1 798)	5 044
Process Technologies	36 352	22 253
Autres	19 798	15 914
EBITDA (*)	104 016	81 510

* L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements (voir note 5.6) et rémunérations fondées sur des actions dont le dénouement est prévu en actions (voir note 5.5)

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi:

31.12.21	Smart Automation Solutions	High Precision Machines	Process Technologies	Autres	Total
Écart d'acquisition	30 620	104 010	117 210	1 195	253 035
Immobilisations corporelles et incorporelles	53 672	66 281	92 819	46 072	258 844
Total actifs sectoriels	84 292	170 291	210 029	47 267	511 879
Autres actifs					1 297 552
Total actif					1 809 431

31.12.20	Smart Automation Solutions	High Precision Machines	Process Technologies	Autres	Total
Écart d'acquisition	24 516	101 989	110 903		237 408
Immobilisations corporelles et incorporelles	46 721	72 330	96 000	44 433	259 484
Total actifs sectoriels	71 237	174 319	206 903	44 433	496 892
Autres actifs					1 253 471
Total actif					1 750 363

5.2. CHIFFRE D’AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit:

	31.12.21	31.12.20
Chiffre d'affaires reconnu à l'avancement	1 400 160	1 319 583
Chiffre d'affaires reconnu à l'achèvement	323 756	290 652
Total	1 723 916	1 610 235

Chiffre d'affaires par zone de destination

	31.12.21	31.12.20
Europe	689 169	643 882
Afrique et Moyen-Orient	89 540	125 313
Amérique	585 081	450 078
Asie et Océanie	360 126	390 962
Total	1 723 916	1 610 235

Chiffre d'affaires par zone d'origine

	31.12.21	31.12.20
Europe	956 692	924 446
Afrique et Moyen-Orient	27 767	25 101
Amérique	496 804	412 472
Asie et Océanie	242 653	248 216
Total	1 723 916	1 610 235

Information relative aux principaux clients

Sur la base du chiffre d'affaires cumulé des deux derniers exercices, aucun client du Groupe n'a représenté plus de 6%.

5.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Charges de personnel

	31.12.21	31.12.20
Charges de personnel	576 594	547 666
Effectif total à fin de période	8 179	8 047

Effectifs en fin de période par type de contrat

Par type de contrat	31.12.21	31.12.20
CDI	7 685	7 574
CDD	300	305
Contrats en alternance	194	168
Total	8 179	8 047

5.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	31.12.21	31.12.20
Frais de recherche et développement bruts	(28 256)	(28 766)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	8 490	8 110
Total	(19 766)	(20 656)

5.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

	31.12.21	31.12.20
Rémunération fondée sur des actions		
- dénouement prévu en actions	(602)	(834)
- dénouement prévu en trésorerie	310	116
Autres	256	(293)
Total	(36)	(1 011)

Les salariés du Groupe bénéficient depuis 2018 d'un plan de rémunération à long terme fondé sur les actions de l'entité parente du Groupe. Ce plan est composé d'actions gratuites et de performance pour les salariés français et d'un plan «miroir» pour les salariés étrangers.

5.6. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes:

	31.12.21	31.12.20
Inclus dans le coût des ventes	(15 101)	(16 607)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(28 883)	(27 812)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(11 034)	(13 572)
Total	(55 018)	(57 991)

En application de la norme IFRS 16, les dotations d'amortissement des droits d'utilisation au titre des contrats de location s'élèvent à 15,7M€ au 31 décembre 2021. Elles sont incluses dans les frais généraux.

5.7. COÛTS DE RESTRUCTURATION

Ce poste comprend les coûts encourus au titre des différents plans d'économie et de restructuration du Groupe, principalement au sein de l'Activité Process Technologies (sur le segment Aluminium) et de l'Activité High Precision Machines.

5.8. RÉSULTATS DE CESSIONS ET FRAIS D'ACQUISITIONS

	31.12.21	31.12.20
Résultat de cessions	34 097	3 276
Frais sur cessions immobilières internes		(3 092)
Frais d'acquisitions	(424)	(208)
Total	33 673	(24)

Le produit comptabilisé en poste résultat de cessions en 2021 provient à hauteur de 34M€ des opérations capitalistiques réalisées entre la société AddUp et ses associés en fin d'année 2021, dont l'apport à AddUp des activités 3D Metal de notre Division High Precision Machines.

5.9. RÉSULTAT FINANCIER

Coût de l'endettement financier net

	31.12.21	31.12.20
Charges financières:		
- sur dettes bancaires brutes	(17 496)	(13 175)
- sur passifs locatifs	(3 435)	(2 942)
Autres charges d'intérêt	(328)	(799)
Étalement des frais d'émission	(436)	(322)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(21 695)	(17 238)
Produits financiers sur valeurs mobilières de placement	1 127	438
Autres produits d'intérêt	826	804
Produits d'intérêts et produits assimilés	1 954	1 242
Total	(19 741)	(15 996)

La ligne «charges financières sur passifs locatifs» concerne l'ensemble des contrats de locations retraités selon IFRS 16.

Autres produits et charges financiers

	31.12.21	31.12.20
Revenus des participations	180	134
Résultat de change	14 022	(21 247)
- Profits (pertes) de change	14 786	(20 319)
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(764)	(928)
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(514)	(824)
Dotation nette aux provisions financières	(174)	12
Autres éléments financiers	(562)	(311)
Total	12 952	(22 236)

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change latent (+11,1M€), principalement lié à la variation des parités de clôture euro/dollar sur le solde non couvert, du fait de leur maturité longue des prêts intragroupe en dollars consentis par Fives à ses Filiales américaines.

Les montants de ces prêts sont détaillés en note 5.26 au paragraphe «Risque de change».

5.10. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Analyse de la charge d'impôt

	31.12.21	31.12.20
CVAE et IRAP	(3 150)	(4 408)
Impôt exigible	(23 616)	(18 738)
Sous-total impôt exigible	(26 766)	(23 146)
Impôt différé	(3 223)	(1 217)
Total	(29 989)	(24 363)

Taux effectif d’impôt

	31.12.21	31.12.20
Résultat avant impôt	68 928	(23 484)
Taux d’impôt de la maison mère	26,50%	28,00%
Charge (produit) d’impôt théorique	(18 266)	6 575
Incidence:		
de la CVAE et de l’IRAP	(3 150)	(4 408)
des différences de taux	(1 559)	(1 629)
Variation des impôts différés actifs non reconnus et pertes non activées du badwill et des révisions de valeurs des différences permanentes et autres éléments	(12 005)	(26 446)
	4 991	1 545
(Charge)/produit d’impôt constaté	(29 989)	(24 363)

Groupes d’intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2019, Fives et ses Filiales font partie du périmètre d’intégration fiscale formé par Fives Orsay et comprenant l’ensemble des Filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95%. L’économie d’impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux entre Filiales bénéficiaires et Filiales déficitaires pour le calcul de l’impôt intégré est constatée dans les comptes de Fives Orsay depuis l’exercice 2019.

Le Groupe déclare ses résultats au sein d’intégrations fiscales aux États-Unis et en Italie ; l’effet pratique est de considérer l’ensemble des entités membre d’une intégration comme une seule entité fiscale. Le Groupe utilise également le mécanisme du «group relief» en Grande-Bretagne qui permet la compensation des gains et pertes entre entités faisant partie d’un même groupe durant un exercice fiscal.

Impôts différés

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.27.

Les actifs d’impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d’utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

Le montant net des actifs et passifs d’impôts différés se décompose comme suit:

31.12.20							31.12.21	
	Impôts différés actif	Impôts différés passif	Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conv. et autres	Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	12 716		(510)	(1 748)	254	(293)	10 418	
Déficits fiscaux reportables	35 941		1 649		101	5 767	43 458	
Réévaluations ⁽¹⁾	10 577	(22 026)	(2 832)		(741)	(484)	8 881	(24 386)
Autres différences temporaires	19 495	(4 981)	412	501	302	(3 746)	17 149	(5 165)
Impôts différés actif (passif) bruts	78 729	(27 007)	(1 280)	(1 247)	(84)	1 243	79 905	(29 551)
Limitation des impôts différés actifs	(22 012)		(1 944)		(177)	29	(24 104)	
Compensation	(22 290)	22 290					(25 374)	25 374
Impôts différés actifs reconnus	34 426	(4 717)	(3 225)	(1 247)	(261)	1 272	30 424	(4 176)
Impôts différés nets	29 710						26 250	

⁽¹⁾ Principalement relatif à l’amortissement fiscal des écarts d’acquisition aux États-Unis

5.11. QUOTE-PART DE RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

La société AddUp, joint-venture créée en 2016 et contrôlée conjointement par Fives et par Michelin, qui développe et commercialise à l’échelle mondiale des machines, des ateliers de production industriels et des pièces manufacturées via la technologie de «fabrication additive métallique» (communément appelée impression 3D Métal), est consolidée par mise en équivalence.

Toujours en phase d’investissement, sa contribution au résultat net 2021 du Groupe est, comme en 2020, une perte, présentée sur la ligne «Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence».

5.12. ÉCARTS D’ACQUISITION

	31.12.20 Net	Variation de périmètre	Transfert	Perte de valeur	Variation de change et autres	31.12.21 Net
Smart Automation Solutions	24 516		5 745		359	30 620
High Precision Machines	101 989		(5 745)		7 766	104 010
Process Technologies	110 903				6 307	117 210
Autres		1 195				1 195
Total	237 408	1 195			14 432	253 035

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2021 au niveau de l’UGT que représente chaque secteur.

Les flux de trésorerie retenus pour chacune des UGT reposent sur les meilleures estimations de la Direction, mises à jour au 31 décembre 2021.

Les hypothèses suivantes ont été retenues:

- plan moyen terme 2022-2027 ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 2% (identique à l’hypothèse du test de l’exercice 2020) ;
- taux d’actualisation: 8,2% (identique à l’hypothèse du test de l’exercice 2020).

Le test n’a pas conduit à constater de pertes de valeurs au 31 décembre 2021.

Analyse de sensibilité

UGT Smart Automation Solutions:

- sensibilité au taux d’actualisation: un taux d’actualisation à 8,7% ne modifierait pas les conclusions de l’analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l’analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT High Precision Machines:

- sensibilité au taux d’actualisation: un taux d’actualisation à 8,7% entraînerait une dépréciation de 7,9M€ ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% entraînerait une dépréciation de 2,9M€ ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux entraînerait une dépréciation de 7,5M€.

UGT Process Technologies:

- sensibilité au taux d’actualisation: un taux d’actualisation à 8,7% ne modifierait pas les conclusions de l’analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l’analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT Autres:

- sensibilité au taux d’actualisation: un taux d’actualisation à 8,7% ne modifierait pas les conclusions de l’analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l’analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

5.13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	31.12.21			31.12.20		
	Brut	Amort./ Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Technologies et R&D acquises	110 797	(88 525)	22 272	105 215	(75 038)	30 177
Marques acquises	26 188	(25 535)	653	24 799	(24 146)	653
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	72 468	(69 863)	2 605	67 619	(65 019)	2 600
Concessions, brevets et licences	58 064	(43 739)	14 325	57 915	(42 473)	15 442
Autres immobilisations incorporelles	27 166	(15 207)	11 959	23 136	(13 502)	9 634
Total	294 683	(242 869)	51 814	278 684	(220 178)	58 506

Au 31 décembre 2021, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.20	278 684	(220 178)	58 506
Acquisitions	7 097		7 097
Sorties et cessions	(3 313)	3 207	(106)
Dotations aux amortissements/dépréciations		(17 214)	(17 214)
Reclassements	(2 490)	2 617	127
Variations de périmètre	2 307		2 307
Effet des variations de change	12 398	(11 301)	1 097
Solde au 31.12.21	294 683	(242 869)	51 814

Au 31 décembre 2020, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.19	279 645	(211 554)	68 090
Acquisitions	8 187		8 187
Sorties et cessions	(1 382)	1 495	114
Dotations aux amortissements/dépréciations		(19 315)	(19 315)
Reclassements	740	(748)	(8)
Variations de périmètre	4 925	(2 000)	2 925
Effet des variations de change	(13 431)	11 944	(1 487)
Solde au 31.12.20	278 684	(220 178)	58 506

5.14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	31.12.21			31.12.20		
	Brut	Amort./ Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	25 188	(173)	25 016	25 765	(161)	25 604
Constructions	153 513	(91 962)	61 550	149 650	(85 254)	64 396
Installations techniques, matériel et outillages	218 164	(167 921)	50 243	202 476	(153 533)	48 943
Autres immobilisations	65 931	(51 447)	14 484	62 920	(48 529)	14 391
Droits d'utilisation (locations)	89 224	(43 028)	46 195	78 586	(35 922)	42 664
Immobilisations en cours	8 110		8 110	4 722		4 722
Avances sur immobilisations	1 432		1 432	258		258
Total	561 561	(354 531)	207 030	524 377	(323 399)	200 978

Au 31 décembre 2021, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.20	524 377	(323 399)	200 978
Nouveaux droits d'utilisation sur la période	19 947		19 947
Acquisitions	21 900		21 900
Sorties et cessions	(21 401)	16 908	(4 493)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(37 878)	(37 878)
Reclassements	29	490	519
Variations de périmètre	72	58	130
Effet des variations de change	16 637	(10 710)	5 927
Solde au 31.12.21	561 561	(354 531)	207 030

La dotation aux amortissements comprend à hauteur de 15,7M€ l'amortissement des droits d'utilisation au titre des contrats de location, en application de la norme IFRS 16.

Au 31 décembre 2020, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.19	531 919	(312 725)	219 194
Nouveaux droits d'utilisation sur la période	13 017		13 017
Acquisitions	15 792		15 792
Sorties et cessions	(24 937)	21 670	(3 267)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(38 676)	(38 676)
Reclassements	2 373	(2 799)	(426)
Variations de périmètre	1 304		1 304
Effet des variations de change	(15 091)	9 131	(5 960)
Solde au 31.12.20	524 377	(323 399)	200 978

5.15. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

La valeur des actifs financiers courants et non courants s'analyse comme suit:

	31.12.21			31.12.20		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers évalués au coût amorti						
Créances rattachées à des participations	683	22 280	22 963	710	16 130	16 840
Autres actifs financiers	55 196	3 797	58 993	28 068	3 439	31 507
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						
Autres titres de participation		7 433	7 433		8 527	8 527
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net						
Instruments dérivés	1 313		1 313	2 351		2 351
Autres actifs financiers	1 766	981	2 747	704	1 154	1 859
Titres mis en équivalence		16 210	16 210		1 093	1 093
Actifs financiers	58 958	50 701	109 659	31 833	30 344	62 177

La société AddUp (voir note 5.11) contribue pour un montant net de 17M€ aux Créances rattachées à des participations.

La variation de la valeur brute des autres titres de participation inclut une diminution de juste valeur, net d'impôt différé de 684k€ au 31 décembre 2021.

L'échéancier des actifs financiers non courants (hors autres titres et titres mis en équivalence) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2021:

	31.12.21		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	22 280	22 280	
Autres actifs financiers	4 778		4 778
Total	27 058	22 280	4 778

5.16. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

L'évolution de la valeur des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit:

	31.12.21			31.12.20		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	93 486	(13 071)	80 415	85 289	(13 342)	71 947
Encours de production sur contrats à l'achèvement	53 696	(2 537)	51 159	51 502	(2 378)	49 124
Produits intermédiaires et finis	36 317	(9 088)	27 230	38 116	(9 540)	28 576
Total	183 499	(24 696)	158 804	174 907	(25 260)	149 647

5.17. ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRATS

La valeur des actifs et passifs de contrats s'analyse comme suit:

	31.12.21	31.12.20
Contrats à l'avancement		
Actifs de contrats	226 200	222 351
Passifs de contrats	(230 543)	(184 203)
Net	(4 343)	38 148
Contrats à l'achèvement		
Passifs de contrats à l'achèvement	(74 296)	(46 609)

5.18. CRÉANCES CLIENTS

Les valeurs brutes et nettes des créances clients se présentent comme suit:

	31.12.21			31.12.20		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Total des créances clients	427 371	(6 921)	420 450	383 632	(7 125)	376 507
Total	427 371	(6 921)	420 450	383 632	(7 125)	376 507

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres	Clôture
2021	(7 125)	(1 057)	1 437	(173)	(3)	(6 921)
2020	(7 319)	(1 067)	743	178	340	(7 125)

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2021:

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2021	420 450	316 557	43 634	30 874	29 385
2020	376 507	302 378	31 633	20 428	22 068

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants:

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque spécifique de non-recouvrement.

5.19. AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur des autres actifs courants s'analyse comme suit:

	31.12.21	31.12.20
Créances fiscales	59 791	54 196
Avances et acomptes versés	22 329	24 006
Créances diverses	11 624	11 176
Charges constatées d'avance	13 208	12 938
Total	106 952	102 316

5.20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31.12.21	31.12.20
Équivalents de trésorerie	7 299	16 389
Disponibilités	231 294	283 831
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	238 593	300 220

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	286						7 013	7 299
Disponibilités	104 762	25 416	1 461	67 288	16 873	5 579	9 915	231 294
Total 31.12.21	105 048	25 416	1 461	67 288	16 873	5 579	16 928	238 593
Swaps de change	11 226		(12 415)	1 189				
Total 31.12.21 avant swaps	116 274	25 416	(10 954)	68 477	16 873	5 579	16 928	238 593

Au 31 décembre 2020, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	168					11 515	4 706	16 389
Disponibilités	163 378	36 056	1 844	44 759	27 748	3 840	6 206	283 831
Total 31.12.20	163 546	36 056	1 844	44 759	27 748	15 355	10 912	300 220
Swaps de change	33 565	(26 600)	(8 161)	1 196				
Total 31.12.20 avant swaps	197 111	9 456	(6 317)	45 955	27 748	15 355	10 912	300 220

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des devises majeures et sont disponibles pour le Groupe.

5.21. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie nette des concours bancaires

	31.12.21	31.12.20
Équivalents de trésorerie	7 299	16 389
Disponibilités	231 294	283 831
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	238 593	300 220
Concours bancaires courants	(818)	(675)
Total	237 775	299 545

Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

		Variations		
	31.12.21	31.12.20	Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(158 804)	(149 647)	(841)	(8 316)
Actifs de contrats	(226 200)	(222 351)	1 690	(5 540)
Créances clients	(420 450)	(376 507)	(31 718)	(12 225)
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(107 257)	(102 656)	(332)	(4 269)
Passifs de contrats	304 838	230 812	64 060	9 966
Fournisseurs et comptes rattachés	417 209	395 984	9 608	11 617
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	187 571	170 732	7 596	9 242
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	(3 094)	(53 633)	50 063	475
Provisions courantes	79 596	70 030	6 441	3 125
Besoin en fonds de roulement	76 503	16 397	56 504	3 600

* Résultant principalement de la revalorisation des sous-jacents en application d'IFRS 9 et de la conversion.

5.22. CAPITAUX PROPRES

Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires. Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2021 de la société Fives est constitué de 2185612 actions de 47€ de valeur nominale qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature. Le capital social s'élève ainsi à 102 723 764€.

Actionnariat

Depuis le 29 mai 2018, la Caisse de Dépôt et Placement du Québec («CDPQ») et l'Office d'investissement des Régimes de Pensions du Secteur Public («PSP»), deux des plus grands gestionnaires de fonds de caisses de retraite au Canada sont actionnaires minoritaires du Groupe, aux côtés du management et d'Ardian, présent au capital de Fives depuis 2012, qui conserve une participation minoritaire.

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

5.23. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.20	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.21
Garantie	29 356	26 081	(15 233)	(7 448)	1 095	6 140	39 991
Litiges sur contrats	3 510	1 351	(567)	(286)	69	617	4 694
Pertes futures sur contrats	901	564	(147)	(381)	41	(1)	977
Charges sur commandes terminées	23 072	15 427	(7 691)	(6 972)	714	(1 931)	22 619
Autres provisions pour risques et charges-part courante	13 191	8 805	(4 067)	(2 995)	70	(3 689)	11 315
Total provisions courantes	70 030	52 228	(27 705)	(18 082)	1 990	1 136	79 596
Retraites	55 243	3 587	(5 739)	(726)	1 505	(9 504)	44 366
Autres avantages postérieurs à l'emploi	5 433	637	(566)	(180)	(13)	(217)	5 094
Autres provisions - part non courante	5 749	1 842	(3 289)	(415)	(12)	308	4 183
Total provisions non courantes	66 425	6 066	(9 594)	(1 321)	1 480	(9 413)	53 643

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats à l'achèvement, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel (notamment le TFR en Italie et les médailles du travail en France) et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir:

- les indemnités de départ à la retraite françaises et japonaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.21	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	1,1%	1,8 - 1,9%	2,5%	0,3%	1,0%	6,1 - 6,6%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	1,8 - 1,9%	NA	NA	NA	6,1 - 6,6%
Taux d'augmentation des salaires	1,7%	NA	NA	2%	NA	5 - 8,5%

31.12.20	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	0,6%	1,3 - 1,4%	1,9%	0,3%	0,6%	6,3 - 6,6%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	1,3 - 1,4%	NA	NA	NA	6,3 - 6,6%
Taux d'augmentation des salaires	1,7%	NA	NA	2%	NA	5 - 8,5%

La valeur actuelle totale des obligations futures («Defined Benefit Obligation») s’élève à 107949k€ au 31 décembre 2021. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2021, l’engagement net à cette date s’établit à 44366k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l’effet de «désactualisation» de l’engagement net du rendement attendu des actifs et à l’amortissement des services passés. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l’exercice de 2178 k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 1676 k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 502 k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s’élève à 10257k€, hors effet d’impôt, résultant d’une hausse généralisée des taux d’actualisation par rapport au 31 décembre 2020.

	Indemnités de départ en retraite	Engagements complémentaires de retraite au 31.12.2021					Total
		France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde

VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L’OBLIGATION

Valeur actualisée de l’obligation au 01.01.2021*	25 817	6 173	73 234	3 144	1 479	718	110 565
Coût des services rendus au cours de l’exercice	1 954		310	17	62	40	2 383
Effet de l’actualisation	157	114	910	14		8	1 203
Réduction / Liquidation de régime		(693)				(14)	(707)
Entrée / Sortie de périmètre	757						757
Prestations payées	(1 974)	(542)	(1 285)	(87)	(312)		(4 200)
Nouveaux écarts actuariels	(2 813)	(505)	(3 691)	(229)		26	(7 212)
Écart de change et autres		443	4 710		(43)	50	5 160
Valeur actualisée de l’obligation au 31.12.21	23 898	4 990	74 188	2 859	1 186	828	107 949

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

Juste valeur des actifs du régime au 01.01.2021*		54 727		595	55 322
Rendement réel des actifs du régime		3 716		19	3 735
Cotisations versées par l’employeur		2 129		13	2 142
Cotisations versées par les salariés				11	11
Prestations versées par le régime		(1 285)			(1 285)
Écart de change et autres		3 613		45	3 658
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.21		62 900		683	63 583

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES

Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	23 898	4 990	11 288	2 859	1 186	145	44 366
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.21	23 898	4 990	11 288	2 859	1 186	145	44 366

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE SUR L’EXERCICE

Coût des services rendus au cours de l’exercice	1 954		310	17	62	40	2 383
Effet de l’actualisation	157	114	910	14		8	1 203
Rendement attendu des actifs du régime			(671)			(30)	(701)
(Gain)/ Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime		(693)				(14)	(707)
Charge périodique nette comptabilisée en 2021	2 111	(579)	549	31	62	4	2 178

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES

Provision au bilan au 01.01.2021*	25 817	6 173	18 507	3 144	1 479	123	55 243
Cotisations versées par l’employeur			(2 129)			(13)	(2 142)
Charge périodique nette comptabilisée	2 111	(579)	550	31	62	4	2 179
Prestations payées directement par l’employeur	(1 974)	(542)		(87)	(312)		(2 915)
Entrée de périmètre	757						757
Écarts actuariels	(2 813)	(505)	(6 736)	(229)		26	(10 257)
Écart de change et autres		443	1 096		(43)	5	1 501
Provision au bilan au 31.12.21	23 898	4 990	11 288	2 859	1 186	145	44 366

*Données comparatives modifiées en lien avec l’amendement à IAS 19 (cf note 3.2).

	Indemnités de départ en retraite	Engagements complémentaires de retraite au 31.12.2020					Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION							
Valeur actualisée de l'obligation au 01.01.2020*	24 392	6 481	70 009	3 180	1 617	700	106 379
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 731		297	16	60	63	2 167
Effet de l'actualisation	243	180	1 381	19		35	1 858
Réduction / Liquidation de régime	(110)		(297)	(12)			(419)
Entrée / Sortie de périmètre	193						193
Prestations payées	(1 471)	(458)	(2 447)	(89)	(143)		(4 608)
Nouveaux écarts actuariels	844	536	8 120	30		(5)	9 525
Écart de change et autres	(5)	(566)	(3 829)		(55)	(75)	(4 530)
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.20	25 817	6 173	73 234	3 144	1 479	718	110 565

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME							
Juste valeur des actifs du régime au 01.01.2020*			50 509			564	51 072
Rendement réel des actifs du régime			7 494			21	7 515
Cotisations versées par l'employeur			2 253			75	2 328
Réduction / Liquidation de régime			(297)				(297)
Prestations versées par le régime			(2 447)				(2 447)
Écart de change et autres			(2 785)			(65)	(2 850)
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.20			54 727			595	55 322

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	25 817	6 173	18 507	3 144	1 479	123	55 243
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.20	25 817	6 173	18 507	3 144	1 479	123	55 243

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE SUR L'EXERCICE							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 731		297	16	60	63	2 167
Effet de l'actualisation	243	180	1 381	19		35	1 858
Rendement attendu des actifs du régime			(1 013)			(21)	(1 034)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime	(110)			(12)			(122)
Charge périodique nette comptabilisée en 2020	1 864	180	665	23	60	77	2 869

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS							
Provision au bilan au 01.01.2020*	24 392	6 481	19 500	3 180	1 617	137	55 307
Cotisations versées par l'employeur			(2 253)			(76)	(2 329)
Charge périodique nette comptabilisée	1 864	180	665	23	60	77	2 869
Prestations payées directement par l'employeur	(1 471)	(458)		(89)	(143)		(2 161)
Entrée / Sortie de périmètre	193						193
Écarts actuariels	844	536	1 639	30		(5)	3 044
Écart de change et autres	(5)	(566)	(1 044)		(55)	(10)	(1 680)
Provision au bilan au 31.12.20	25 817	6 173	18 507	3 144	1 479	123	55 243

*Données comparatives modifiées en lien avec l'amendement à IAS 19 (cf note 3.2).

Tableau des fonds investis

	2021		2020	
	Montant	%	Montant	%
Actions	36 410	57%	44 136	80%
Obligations et assimilés	23 036	36%	9 854	18%
Monétaire	3 443	5%	723	1%
Fonds diversifiés	694	1%	609	1%
Valeur de marché des fonds investis	63 583	100%	55 322	100%

Valeur actuelle des engagements

	31.12.21	31.12.20
Valeur de l'obligation	107 949	110 565
Valeur de marché des fonds investis	(63 583)	(55 322)
Valeur actuelle des engagements	44 366	55 243

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement:

	2021		2020	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	762	3,19%	978	3,41%
États-Unis	183	3,66%	115	1,86%
Royaume-Uni	3 633	4,90%	3 781	5,16%
Allemagne	105	3,68%	132	4,19%
Japon	1	0,08%	1	0,07%
Inde	4	0,46%	3	0,43%

5.24. DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.21			31.12.20		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	249 420	87 353	336 774	306 128	121 092	427 220
Frais d'émission	(1 523)		(1 523)	(1 777)		(1 777)
Passifs de location	35 879	12 464	48 343	31 640	12 585	44 225
Autres dettes envers les établissements de crédit		8 202	8 202		8 635	8 635
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée		1 292	1 292		1 814	1 814
Instruments dérivés passifs		1 431	1 431		1 060	1 060
Comptes créditeurs de banques		818	818		675	675
Total dettes financières	283 776	111 560	395 337	335 991	145 861	481 852

Le poste «Emprunts auprès des établissements de crédit» au 31 décembre 2021 inclut notamment:

- Un prêt de 80 M€ à conditions préférentielles souscrit en 2018 auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissement) et remboursé à hauteur de 2,9 M€ à fin décembre 2021, qui est comptabilisé à sa juste valeur pour un montant de 69,5 M€. La subvention opérationnelle dégagée, supportant les efforts de R&D du groupe des exercices 2018 à 2021, est étalée sur cette période.
- Le tirage de la ligne de crédit renouvelable («RCF») à hauteur de 19,5 M€ (à comparer à un tirage de 113 M€ au 31 décembre 2020), figurant en dettes financières courantes. Ce crédit renouvelable d'un montant maximum en principal de 115 M€ peut faire l'objet de tirages à toutes fins par Novafives et sa Filiale Fives jusqu'en décembre 2024. Il n'existe pas de clause de «Clean down». Son utilisation est libre jusqu'à 50 M€ et soumise au-delà au respect d'un ratio de levier trimestriel
- Les prêts conclus au cours de l'exercice 2020, issus des programmes de soutien à la liquidité des entreprises mis en place par les États dans le contexte de la pandémie Covid-19 en France, en Italie et aux États-Unis.

En France, le Groupe a exercé en avril 2021 l’option de prorogation du Prêt Garanti par l’État («PGE») de 200 M€ pour cinq années supplémentaires, jusqu’en 2026. Son amortissement sera linéaire sur les cinq années résiduelles, avec une première échéance annuelle en juillet 2022. Bénéficiant des conditions préférentielles établies par la loi du 23 mars 2020, ce prêt est comptabilisé à la juste valeur de 185,6 M€ au 31 décembre 2021. La subvention dérogée, supportant l’exploitation du Groupe, est étalée sur la durée du prêt et représente un montant de 6,8 M€ sur 2021 (montant de 4,1 M€ en 2020).

Variation par nature des dettes financières

	31.12.21	31.12.20									
			Variation incluse dans le flux de financement	Autres variations	Périmètre	Conversion	Impact revalorisation IFRS 9	Nouveaux engagements de location	Capitalisation des intérêts au TIE	Autres	Charge d'intérêts
Emprunts auprès des établissements de crédit	336 774	427 220	(101 847)	11 401		2 120			8 726	555	461
Frais d’émission	(1 523)	(1 777)	(165)	419		(42)					
Passifs de location	48 343	44 225	(15 372)	19 489	236	1 154		18 613		(513)	
Autres dettes envers les établissements de crédit	8 202	8 635	(433)								
Intérêts courus	1 292	1 814	(12 436)	11 914		1 802			(8 726)		18 838
Instruments dérivés passifs	1 431	1 060		371		68	302				
Comptes créditeurs de banques	818	675									
Total passifs financiers	395 337	481 852	(130 253)	43 593	236	5 103	302	18 613		42	19 299

Répartition de la dette par taux (avant opération de couverture)

	31.12.21			31.12.20		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	214 979	121 795	336 774	264 513	162 707	427 220
Frais d’émission	(1 523)		(1 523)	(1 777)		(1 777)
Passifs de location	48 343		48 343	44 225		44 225
Autres dettes envers les établissements de crédit	402	7 800	8 202		8 635	8 635
Intérêts courus	1 292		1 292	1 814		1 814
Total emprunts et dettes financières	263 493	129 595	393 088	308 775	171 342	480 117

Répartition de la dette par devises

	31.12.21				31.12.20			
	Euros	USD	Autres	Total	Euros	USD	Autres	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	296 443	18 327	22 004	336 774	382 669	28 110	16 441	427 220
Frais d’émission	(978)	(545)		(1 523)	(1 278)	(499)		(1 777)
Passifs de location	29 456	10 928	7 959	48 343	29 099	8 234	6 892	44 225
Autres dettes envers les établissements de crédit	8 202			8 202	8 635			8 635
Intérêts courus	1 220	53	19	1 292	1 568	182	64	1 814
Total emprunts et dettes financières	334 343	28 763	29 982	393 088	420 693	36 027	23 397	480 117

5.25. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Autres passifs non courants

Le détail des autres passifs non courants est le suivant:

	31.12.21	31.12.20
Dettes envers le personnel	2 154	3 892
Dettes diverses	481	449
Produits constatés d’avance	14 943	15 588
Total	17 578	19 929

Autres passifs courants

Le détail des autres passifs courants est le suivant:

	31.12.21	31.12.20
Dettes fiscales et sociales	135 375	122 048
Dettes sur acquisitions d’immobilisations	1 121	988
Dettes diverses	34 749	29 251
Total	171 245	152 287

5.26. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Président. La responsabilité du recensement et de l’évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l’entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d’arrêté, la juste valeur des produits dérivés, sans prise en compte de la décote non significative liée au risque de contrepartie, se répartit de la façon suivante:

	31.12.21		31.12.20	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	1 313	1 431	2 351	1 060
Non éligibles à la comptabilité de couverture				

Il n’existe pas d’instrument dérivé de couverture du risque de taux au 31 décembre 2021, comme au 31 décembre 2020.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses Filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l’aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L’analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières, incluant notamment les intérêts à payer.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu’à l’échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d’arrêté pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n’ont pas fait l’objet d’actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	344 976	95 557	65 112	63 863	67 180	37 878	15 386
Passifs de location	48 343	12 464	10 228	8 072	6 184	3 738	7 657
Total dettes brutes à long terme	393 319	108 021	75 340	71 935	73 364	41 616	23 043
Frais d'émission	(1 523)	(482)	(452)	(433)	(137)	(8)	(11)
Total dettes à long terme	391 796	107 539	74 888	71 502	73 227	41 608	23 032
Intérêts sur dettes à long terme		7 809	7 006	5 246	3 382	1 353	874

Cette analyse exclut les actifs financiers et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 238,6M€ et 420,5M€ au 31 décembre 2021.

Il est rappelé que le Groupe dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 115M€ utilisable à toutes fins jusqu'en décembre 2024, tirée à hauteur de 19M€ au 31 décembre 2021. L'utilisation de cette ligne est libre jusqu'à 50M€, et soumise au-delà au test d'un ratio de levier trimestriel.

Le Groupe a exercé en avril 2021 l'option de prorogation du Prêt Garanti par l'État («PGE») de 200M€ pour cinq années supplémentaires, jusqu'en 2026. Le prêt sera ensuite remboursable par annuité constante sur la durée de la période de prorogation, le premier remboursement intervenant ainsi en juillet 2022.

Risque de taux d'intérêt

Le prêt consenti par la BEI en 2018 pour un total de 80M€ a été souscrit à taux fixe. Le Prêt Garanti par l'État («PGE») de 200M€ souscrit en France en 2020 l'a été à hauteur de 148M€ à taux fixe.

L'endettement long terme du Groupe est donc majoritairement souscrit à taux fixe, et libellé en euro.

La part des emprunts et dettes financières à taux variable s'élève à 130M€, dont 98M€ souscrit en euro et avec application d'un plancher contractuel à zéro ; la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie totalisent 239M€, soit 184% de la dette à taux variable.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu:

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2022 au risque de taux est effectuée en supposant que:

- le montant des dettes financières au 31 décembre 2021 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer au cours de l'année 2022 ; aucune mise en place d'instruments de couverture du risque de taux ne sera réalisée ;
- la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2021.

L'analyse de sensibilité a été réalisée avec une hausse des taux d'intérêt de 1%, d'une part, et avec une baisse de 1%, d'autre part. Il n'a pas été tenu compte de l'effet d'amortisseur des planchers contractuels à zéro sur les dettes financières en euro, dans le contexte actuel de taux négatifs.

	Impact du calcul de sensibilité	
	- 1%	+ 1%
Dette à taux variable	-	(917)
Sensibilité du résultat	-	(917)

Le résultat 2022 ne serait pas matériellement impacté par une baisse des taux d'intérêts, compte tenu de la prédominance de la dette libellée en euro et avec des planchers contractuels à zéro.

Une hausse des taux d'intérêt de 1% aurait un impact négatif de 0,9M€, hors effet d'amortisseur des planchers contractuels. La rémunération de la trésorerie n'a pas été considérée dans l'analyse.

Risque de change

Dettes financières en devises

Le Groupe a historiquement majoritairement financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises ou la holding du groupe aux US.

Le nominal exposé au risque de change sur les prêts intragroupe libellés en USD émis par la France s'élevait à 173,2M\$ au 31 décembre 2021.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le USD/CAD, le JPY/EUR et le CNY/EUR.

Le Groupe s'efforce contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ ou la mise en place de polices Bpifrance Assurance, Change (Filiales françaises).

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans la monnaie de présentation de celui-ci (euro).

Exposition au 31 décembre 2021, prêts USD, nominal et intérêts prévisionnels 2022

Le nominal des prêts d'acquisition libellés en USD, s'élève à 173,2M\$ au 31 décembre 2021 et le produit prévisionnel d'intérêts 2022 à 8,7M\$. Aucune opération de couverture n'était en place au 31 décembre 2021.

L'exposition nette ressort ainsi à 181,9M\$ ou 160,6M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

La sensibilité de cette exposition en devises à une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD serait la suivante en 2022:

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
<i>Cours de clôture</i>	<i>1,0326</i>	<i>1,1326</i>	<i>1,2326</i>
Créance nette après couverture	176,1	160,6	147,6
Impact résultat 2022	15,5		(13,0)

Exposition nette au 31 décembre 2021, prêts USD, cash-flows prévisionnels 2022

Les cash-flows attendus en 2022 au titre des prêts intra-groupe d’acquisition libellés en USD (échéances d’intérêts et capital), en considérant un respect des échéanciers contractuels en place, s’élèvent à 42,2M\$.

L'exposition cash sur les flux de trésorerie prévisionnels en USD en 2022, ressort donc à 42,2M\$, soit 37,3M€ après conversion au cours de clôture de l’exercice.

Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l’objet d’une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l’efficacité de leurs couvertures de change au regard de l’évolution des sous-jacents couverts.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d’honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d’une défaillance de contrepartie, susceptible d’avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, le Groupe mène une gestion attentive du risque de crédit sur ses créances commerciales, détaillée en note 5.18.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d’intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement déposés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l’activité du Groupe.

5.27. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n’a pas identifié de différences significatives entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents actifs et passifs financiers du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d’instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation):

- catégorie de niveau 1: instruments financiers faisant l’objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2: instruments financiers dont l’évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3: instruments financiers dont l’évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d’hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau 1 et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau 2. Les passifs liés aux acquisitions (dettes de complément de prix et engagements de rachat) rentrent dans la catégorie de niveau 3.

5.28. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Avals, cautions et autres

	31.12.21	31.12.20
Engagements donnés	251 356	235 734
Engagements reçus	19 509	33 974

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d’exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

Nantissements

À la sûreté et en garantie des obligations (i) de Novafives en qualité d’émetteur au titre de l’émission obligataire en date du 26 avril 2018 et (ii) de Novafives et de Fives en qualité d’emprunteurs au titre du contrat de crédit renouvelable en date du 26 avril 2018, Novafives a notamment consenti, au profit des prêteurs obligataires et des prêteurs du contrat de crédit renouvelable, un nantissement de compte-titres portant sur l’ensemble des titres qu’elle détient.

5.29. PARTIES LIÉES

Les parties liées sont principalement:

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités contrôlées non consolidées du fait de leur très faible importance.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n’a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2021, les rémunérations globales directes et indirectes perçues de Fives ou de ses Filiales par le Président et les membres du Comité de Direction Générale, soit 9 personnes au total, se sont élevées à 3932k€.

5.30. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses Filiales figurant dans les comptes consolidés des périodes arrêtées au 31 décembre 2021 et 2020 s’élève respectivement à:

	2021			2020		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	614	127	741	699	135	833
Ernst & Young	649	77	726	743	122	865
Autres	620		620	528		528
Total	1 884	204	2 088	1 970	256	2 227

5.31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Entre le 31 décembre 2021, date de clôture de l’exercice, et le 25 mars 2022, date d’arrêté des comptes par le Président, est survenue la crise en Ukraine et les sanctions économiques envers la Russie.

L'exposition directe des activités du Groupe à l'Ukraine et à la Russie est faible (2% du carnet de commandes au 31 décembre 2021), et provient de contrats à l’export opérés principalement depuis certaines Filiales européennes, qui font l’objet d’une analyse au cas par cas au regard des lois et règlements applicables.

5.32. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2021

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
HOLDINGS ET FILIALES NON AFFECTÉES AUX SECTEURS OPÉRATIONNELS				
Fives *	Paris, France		Société Mère	
FI 2006 *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Shanghai Fives Automation & Processing Equipment Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Japan KK	Japon	IG	100.00	100.00
Eiffel RE	Luxembourg	IG	100.00	100.00
Fives Maintenance *	Montévrain, France	IG	100.00	100.00
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	100.00	100.00
AddUp SAS	Cébazat, France	MEE	50.00	46.33
Fives Real Estate *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Nancy	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Héricourt	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Val d'Europe	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Golbey	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Ronchin	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Le Bignon	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Capdenac	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Mios	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Lorient	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Plœmeur	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Givors	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Martillac	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Technopole du Château Gombert	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Soultz	Paris, France	IG	100.00	100.00
SMART AUTOMATION SOLUTIONS				
Fives Intralogistics SAS *	Chasse-sur-Rhône, France	IG	100.00	100.00
Fives Syleps *	Lorient, France	IG	100.00	100.00
Fives Conveying *	Montévrain, France	IG	100.00	100.00
Fives Conveying Iberica	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic *	Héricourt, France	IG	100.00	100.00
FI2011	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives DyAG Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic Mexico SA de CV	Mexique	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics K.K.	Japon	IG	100.00	100.00
Fives Filling & Sealing *	Le Bignon, France	IG	100.00	100.00
Fives Filling & Sealing K.K.	Japon	IG	100.00	100.00
HIGH PRECISION MACHINES				
Fives Landis Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Grinding Mexico SAPI de CV	Mexique	IG	51.00	51.00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Lund LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Liné Machines Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Landis Limited	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Landis GmbH	Allemagne	IG	100.00	100.00
Fives Giustina S.r.l.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Machining *	Capdenac-Gare, France	IG	100.00	100.00
Daisho Seiki Corporation	Japon	IG	100.00	100.00
Daisho Seiki Korea Co., Ltd.	Corée du Sud	IG	85.46	85.46

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Daisho Seiki American Corporation	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
PROCESS TECHNOLOGIES				
Fives FCB *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	100.00	100.00
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99.90	99.90
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85.20	85.20
Fives Pillard España S.A.U.	Espagne	IG	100.00	85.20
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47.50	40.47
Fives Combustion Systems Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Cail *	Ronchin, France	IG	100.00	100.00
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	40.00	40.00
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion France SAS*	Marseille, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Netherlands BV	Pays-Bas	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Spain S.L.	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
North American Construction Services Ltd.	États-Unis	IG	100.00	100.00
NAMCO Constructions Services Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cryo *	Golbey, France	IG	100.00	100.00
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100.00	100.00
Fives Cryo Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Itas S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives OTO S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
F.L. Métal *	Lezennes, France	IG	100.00	100.00
Fives DMS *	Lezennes, France	IG	100.00	100.00
Fives ST Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Steel Spain SA	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives Keods *	Maisons-Alfort, France	IG	100.00	100.00
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	100.00	100.00
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	100.00	100.00
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Stein Metallurgical Technology (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives India Engineering & Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Solios *	Givors, France	IG	100.00	100.00
PSA 2000 *	Givors, France	IG	100.00	100.00
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100.00	100.00
Fives Services Gulf W.L.L.	Bahreïn	IG	100.00	100.00
Fives Solios Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Solios Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Services Southern Africa (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Services Mzansi (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	100.00
Fives ECL *	Ronchin, France	IG	100.00	100.00
Fives Services Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Services Gulf DMCC	Émirats Arabes Unis	IG	100.00	100.00
Fives Services Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100.00	100.00

* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Orsay.
IG: sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale
MEE: sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2021

DELOITTE & ASSOCIÉS
Tour Majunga - 6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
SAS au capital de 2 188 160€
572 028 041 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Tour First - TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

Aux associés de la société Fives,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société Fives relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d’émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.2 « Changement de méthodes comptables: décision de l’IFRS IC relative à la norme IAS 19-Avantages long terme au personnel » de l’annexe aux comptes consolidés qui présente les effets de l’application au 1^{er} janvier 2020 de l’interprétation de l’IFRS IC sur l’attribution des avantages relatifs aux engagements de retraite aux périodes de services.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

– Comme il est décrit dans les notes 2.5, 2.9, 2.14 et 5.12 de l’annexe aux comptes consolidés, les écarts d’acquisitions font l’objet d’un test de dépréciation. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l’annexe donnent une information appropriée.

– Comme il est indiqué dans les notes 2.5, 2.18, 2.19 et 2.20 de l’annexe aux comptes consolidés, les résultats sur les contrats de construction et les contrats de services à long terme sont dégagés à l’avancement sur la base d’une estimation du chiffre d’affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l’état d’avancement de ces contrats. Ces estimations sont effectuées sur chaque contrat sous le contrôle de la direction. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos

travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des processus mis en place dans ce cadre, à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à comparer ces estimations comptables clés des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

– Comme il est indiqué dans les notes 2.5 et 2.27 de l’annexe aux comptes consolidés, les actifs d’impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et vérifié que ces notes de l’annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe du Président.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d’établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes consolidés ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l’établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés

Il nous appartient d’établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, sans toutefois garantir qu’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l’on peut raisonnablement s’attendre à ce qu’elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l’article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, définit et met en œuvre des procédures d’audit face à ces risques, et recueille des éléments qu’il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative provenant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l’audit afin de définir des procédures d’audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

– il apprécie le caractère approprié de l’application par la direction de la convention comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments collectés, l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s’appuie sur les éléments collectés jusqu’à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d’exploitation. S’il conclut à l’existence d’une incertitude significative, il attire l’attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d’ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

– concernant l’information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu’il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l’audit des comptes consolidés ainsi que de l’opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 28 mars 2022

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Pierre Jouanne

TEXTE DES DÉCISIONS

PREMIÈRE DÉCISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du Président et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, et
- des comptes annuels,

approuve les comptes de la Société arrêtés au 31 décembre 2021 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 97 420 725,68 €.

L'Associé Unique approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 54 520 € ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 14 448 €.

DEUXIÈME DÉCISION

L'Associé Unique, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 97 420 725,68 € au poste report à nouveau ce qui aura pour effet d'en porter le montant à 309 076 456,50 €.

L'Associé Unique constate qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.

TROISIÈME DÉCISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du Président et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, et
- des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la Société arrêtés au 31 décembre 2021 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 17 262 k€.

QUATRIÈME DÉCISION

L'Associé Unique approuve les conventions entrant dans le champ des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de Commerce.

CINQUIÈME DÉCISION

L'Associé Unique, comme conséquence des décisions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion au Président.

SIXIÈME DÉCISION

L'Associé Unique décide, conformément à l'article 16.1 des statuts de la Société, de renouveler pour une durée de trois exercices, soit jusqu'à l'issue des décisions de l'Associé Unique qui statuera sur les comptes de l'exercice 2024, le mandat de membre du Comité de Surveillance de Monsieur Jean-Dominique Senard.

SEPTIÈME DÉCISION

L'Associé Unique donne tous pouvoirs à la société LVPRO, SAS au capital de 51 454,80 € dont le siège social est sis 15 rue de Milan – 75009 (RCS Paris 809 015 407), et ses mandataires, de, au nom et pour le compte de la Société, faire auprès du greffe du Tribunal compétent et/ou au centre de formalités des entreprises, les formalités subséquentes au Registre du Commerce et des Sociétés concernant ladite Société, procéder si nécessaire à tout enregistrement auprès du service des impôts compétent ; en conséquence, faire toutes démarches, effectuer tout dépôt de pièces et signer tous formulaires, certifier conforme les actes visés à l'article R 123-102 du Code de commerce dans le cadre de l'article A 123-4 du Code de commerce, acquitter tous droits et taxes, et en général, faire tout ce qui sera nécessaire.

Fives

S.A.S. au capital de 102 723 764 €
Siège social: 3 rue Drouot, 75009 Paris
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44
Photographies: Fives, Le Square
Copyright © 2022 - Fives - Tous droits réservés

